

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

OCTOBRE 2023 - N°030 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



AIRTEL MONEY

LA DÉMONÉTISATION AU SERVICE DE TOUS

Les services de *mobile money* ont transformé la vie de millions de personnes dans le monde. On compte aujourd'hui 1,35 milliard de comptes enregistrés pour 1 000 m^{ds} de dollars d'opérations par an, soit 10 fois plus qu'en 2012. Cela représente près de 2 millions de dollars de transactions par minute, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an.

P. 4-6



Interview

Aïssatou Barro

Directrice générale Airtel Money Gabon

Essentiels



PAT : LE CHANGEMENT NE PEUT EFFACER L'ACTIF

C'est l'heure de l'ouverture d'un nouveau chapitre dans l'Histoire du Gabon, avec pour objectif de rectifier les erreurs commises, de renforcer les avancées positives et de réinventer une approche favorisant le progrès pour la communauté nationale.

P. 9-12



VIVO ENERGY GABON : NOUVEAU DG, NOUVELLES ORIENTATIONS

Vivo Energy Gabon salue la nomination et la prise de poste de son nouveau directeur général en la personne de Monsieur Jeffroy Abouiboro Kara.

P.8



La Dame dans le Ciel

AFRICA UNITED AIRLINES

Cette compagnie commerciale gabonaise entre sur le marché du transport aérien.

P.17

À PARTIR DU 09 OCTOBRE 2023 OFFRE EXCLUSIVE ASSINCO

1 kit routier offert*
pour toute nouvelle souscription ou renouvellement
à notre assurance Auto.



trousse de premiers secours



cales métalliques



Torche



Sangle de remorquage



Triangle



Gilet



*Dans la limite du stock disponible

Tél : +(241) 11 72 19 25
Email : commercial@assinco-sa.com / reclamations@assinco-sa.com / Adresse : Immeuble Odyssee, Boulevard de l'Indépendance Libreville-Gabon
www.groupebgfibank.com

Assinco
le risque maîtrisé, l'avenir assuré

Bientôt sur libreville!

LA P'tite NOUVELLE



+ Légère

+ Pratique

+ Économique

Avec nous vous êtes Numéro Un



ENGEN



Édito

ANALYSE PARTIELLE DES SITUATIONS ÉCONOMIQUES

Dans l'édition précédente, la rentrée était à l'honneur. Et quelle rentrée ! Mais revenons à des sujets factuels et qui nous concernent tous : notamment la démonétisation, la monnaie mobile, ou *mobile money*, les nouvelles technologies et leurs facilités d'accès et d'utilisation. Madame Aïssatou Barro, directrice générale d'Airtel Money, nous dévoile les dessous du système. C'est aussi la rentrée de la BEAC et de la Cemac qui nous communiquent leurs rapports respectifs, ce sont également nos souhaits de bonne arrivée à Monsieur Jeoffroy Abouiboro Kara, nouveau directeur général de Vivo Energy Gabon. Vous pourrez lire en page 18 ce que représente pour l'économie continentale la manne financière de la diaspora. J'ai également souhaité vous présenter point par point les propos de la première conférence de presse de la présidence de la transition qui précise les nouvelles orientations du Gabon et les actions menées depuis ses 30 premiers jours à la tête du pouvoir. Ce rendez-vous est programmé mensuellement, ce qui nous permettra de suivre les avancées du programme. Dans un tout autre registre, page 15, vous apprendrez qu'enfin la compagnie commerciale aérienne Africa United Airlines a obtenu les autorisations et entre sur le marché pour relier, dans un premier temps, Libreville à Port-Gentil et Franceville. Ce n'est qu'un début.

Bien d'autres sujets retiendront votre attention : tourisme, zone de Nkok...

Considérant qu'un changement de parti politique est similaire à un divorce, quel que soit le type de séparation ou le contexte, rien ne s'efface, il s'agit d'une tranche de vie passée qui augure l'écriture d'un nouveau chapitre et non la fermeture du livre de l'Histoire.

Le Gabon vient de franchir ce pas et il n'est pas simple de prendre le train en marche. Cependant, il est indispensable de se référer au passé et de ne jamais oublier d'où l'on vient pour savoir où on veut aller. Vous vous demandez certainement où je veux en venir ! C'est simple. Il y a 18 mois, en avril 2022, votre mensuel, les *Échos de l'Éco* interviewait Yves Sylvain Moussavou Bousougou, haut fonctionnaire, secrétaire exécutif du Conseil national du plan d'accélération de la transformation (PAT). C'était l'heure du bilan à mi-parcours qui courait jusqu'à la fin de l'année 2023. En cette période de transition, il nous semble indispensable que chacun rende des comptes. La neutralité de notre ligne éditoriale nous incite évidemment à revenir lui demander de nous détailler l'évolution des actions menées. Nous vous livrons son analyse.

N'oublions pas que nous sommes au mois d'octobre. Les services de santé sont mobilisés pour l'opération « Octobre rose » et vous attendent, Mesdames. Faites-vous dépister !

Bonne lecture.

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella – Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



Sommaire



CEDEAO : POURQUOI LA MONNAIE UNIQUE ÉCO NE SERA PAS LANCÉE EN 2027 COMME PRÉVU

La monnaie unique des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ne pourra pas être lancée en 2027 comme l'avaient annoncé les dirigeants de la région en 2021.

P.14

COMMUNIQUÉ : LE COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE (CPM) DE LA BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

La BEAC a tenu sa 3^e session ordinaire de l'année lundi 25 septembre 2023 à Douala (République du Cameroun), sous la présidence de Monsieur Abbas Mahamat Tolli, gouverneur de la BEAC, son président statutaire.



P.16



POINT DE PRESSE DU CONSEILLER SPÉCIAL, PORTE-PAROLE DE LA PRÉSIDENTE DE LA TRANSITION, MONSIEUR MAX OLIVIER OBAME NDONG 30 SEPTEMBRE 2023

Nous inaugurons cet après-midi le rituel républicain de la communication publique. Comme vous le savez, parler, c'est éclairer, parler c'est expliquer ce que l'on fait. Depuis le 30 août 2023, notre pays est dans une mutation fondamentale de ses valeurs, de ses institutions.

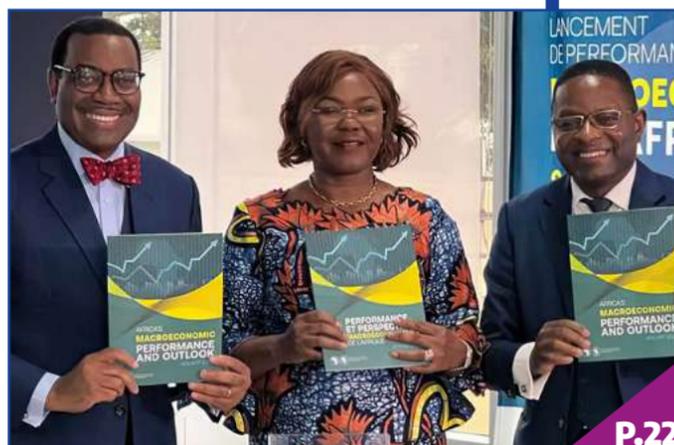
P.18

ENVOIS DE FONDS DES DIASPORAS : UNE MANNE FINANCIÈRE COLOSSALE DONT L'AFRIQUE POURRAIT TIRER MEILLEUR PARTI

Bien que leur volume dépasse celui de l'aide publique au développement et même des investissements directs étrangers, les envois de fonds des migrants africains ne contribuent que marginalement au financement du développement et à la création de richesse sur le continent...



P.20



EN 2023-2024, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DÉPASSERA LES PRÉVISIONS MONDIALES

Le nouveau rapport de la Banque africaine de développement appelle à prendre des mesures politiques audacieuses pour aider les économies africaines à atténuer les risques cumulés.

P.22

INTERVIEW DE MADAME AÏSSATOU BARRO, DIRECTRICE GÉNÉRALE AIRTEL MONEY GABON

AIRTEL MONEY : LA DÉMONÉTISATION AU SERVICE DE TOUS

Les services de *mobile money* ont transformé la vie de millions de personnes dans le monde. On compte aujourd'hui 1,35 milliard de comptes enregistrés pour 1 000 milliards de dollars d'opérations par an, soit 10 fois plus qu'en 2012. Cela représente près de 2 millions de dollars de transactions par minute, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an. L'adoption du *mobile money* poursuit sa courbe ascendante en 2022. Le nombre de nouveaux comptes continue d'augmenter chaque année, venant démentir les prévisions d'un ralentissement de la croissance. Les clients du *mobile money* en deviennent des utilisateurs plus actifs. Le pourcentage de comptes actifs sur une période de 90 jours est passé de 26% à 38% entre 2012 et 2021, et de 20% à 26% pour les comptes actifs sur une période de 30 jours.

Par Anne-Marie Jobin



De gauche à droite : Mouleli Xaviere : assistante administrative et finance, Lyne Joëlle Amona : manager marketing et produits, Aïssatou Barro : directrice générale, Anouchka Pereira : responsable commerciale en charge des partenariats et des grands comptes, Jeanne Ster Ndong : directrice du service client.

Ainsi, le *mobile money* est-il né de la force de distribution des opérateurs téléphoniques qui allient infrastructures techniques et accessibilité géographique, afin d'offrir des services financiers simples et basiques aux populations.

À l'instar d'autres opérateurs sur le continent, en reprenant les activités de Zain, (ex-Celtel), Airtel Africa a hérité naturellement des opérations de *mobile money*.

Au Gabon, Airtel Money est une entité juridique créée en 2012 par Mobile Commerce BV, filiale du groupe Bharti Airtel, avec un capital initial de 10 000 000 F CFA et opérant sous la licence de BGFI au Gabon.



Avec un réseau de distribution de plus de 20 000 points et plus de 1 million de clients, Airtel Money se positionne comme le leader sur le marché des services financiers accessibles à tous au Gabon.

Portrait et parcours d'Aïssatou Barro

Directrice générale Airtel Money Gabon

Aïssatou Barro est diplômée de Neoma Business School (Campus Rouen, France, anciennement ESC Rouen). Elle a débuté sa carrière en 2001 au sein de ExxonMobil, leader mondial du Oil&Gas, où elle a occupé des postes à responsabilité au niveau local et régional, couvrant 14 pays d'Afrique de l'Ouest.

En 2010, aux prémices des services financiers mobiles, elle est entrée dans une fintech sud-africaine, prestataire technique de MTN, en qualité de directeur général pays au Ghana, poste qui lui a permis de participer à une innovation importante avec le lancement du tout premier produit d'assurance vie payable par *mobile money*.

De 2013 à 2021, elle a occupé les postes respectivement de directeur régional Afrique francophone pour une insuretech basée au Kenya, puis de directeur commercial MFS pour Tigo Cash et directeur régional Afrique francophone pour une startup américaine de la Silicon Valley. Elle a rejoint Airtel Money Gabon en qualité de directeur général en novembre 2021.

EE Comment se positionne Airtel Money dans le monde du mobile money et en particulier en Afrique ?

Airtel Money est la branche services financiers de Airtel Africa chargée des activités africaines du groupe Bharti Airtel. Airtel Money est présent dans 14 pays en Afrique de l'Est, de l'Ouest et d'Afrique

centrale (Gabon, Congo-Brazzaville, RDC, Tchad).

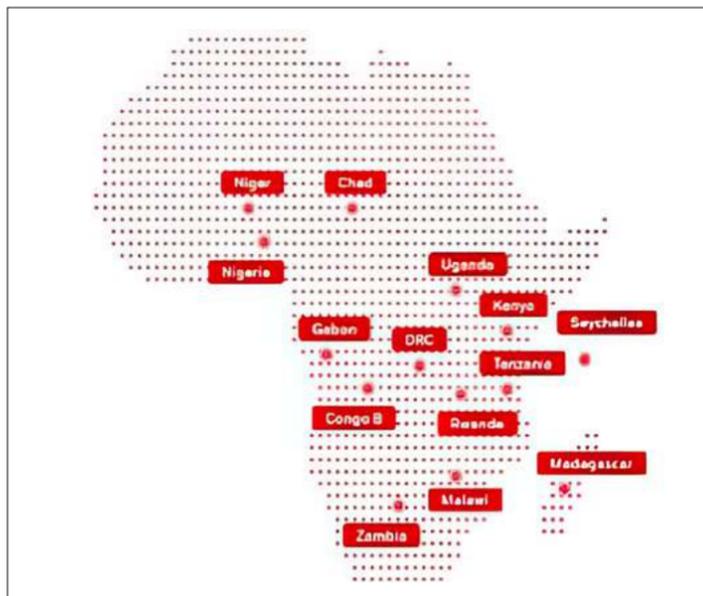
Airtel Africa compte 140 millions de clients sur le continent, dont 31,5 millions pour Airtel Money.

Le chiffre d'affaires de 4,7 mds de dollars en 2022 confirme sa 3^e place d'opérateur en Afrique après Vodacom et MTN.

Le *mobile money* est né au Kenya il y a un peu plus de 15 ans afin de répondre à une problématique simple : comment permettre l'accès aux services financiers aux populations exclues par le système bancaire traditionnel afin qu'elles disposent d'un pouvoir économique ?

En effet, lorsque les utilisateurs accèdent aux services financiers grâce à leur téléphone portable, ils deviennent

membres de l'économie numérique, ouvrant ainsi la voie à tout un champ d'opportunités. Le constat a été qu'en Afrique, la pénétration du mobile frôlait 80 % dans certains pays et que l'accès aux services financiers par des institutions financières comportait des barrières à l'entrée, notamment la complexité des informations KYC, « Know Your Customer », pour ouvrir un compte, et plus important encore, le coût.



Ce capital est passé à 500 millions de F CFA en septembre 2021 afin de nous conformer aux exigences réglementaires, car depuis novembre 2022, Airtel Money Gabon est devenu un établissement de paiement directement régulé par la Banque centrale des États d'Afrique centrale (BEAC).

Airtel Money fournit des services financiers sécurisés, pratiques, de proximité et à moindre coût par le biais du téléphone. Au-delà de l'offre transactionnelle existante, la licence d'établissement de paiement nous permettra de servir nos clients sur des produits financiers un peu plus complexes et d'être une fintech (entreprise financière de technologie) à part entière.

Avec un réseau de plus de 20 000 points de distribution et plus de 1 million de clients qui nous font confiance, Airtel Money se positionne comme le leader sur le marché des services financiers accessibles à tous au Gabon.

EE En quoi Airtel Money se distingue-t-il de Airtel Gabon ?

L'Afrique est le leader mondial du *mobile money* et la croissance rapide de cette activité sur le continent a conduit les sociétés de télécommunications à envisager de libérer davantage de valeur en transformant leurs services en entités financières autonomes.

Il y a environ 2 ans, Airtel Africa s'est lancé dans le processus de séparation des activités de services financiers mobiles auparavant gérées au sein des sociétés d'exploitation de l'activité GSM (Global system for mobile communications, faisant référence à l'activité principale de télécommunications des données internet, des appels et des SMS), car le modèle économique se doit d'évoluer.

Cela nécessitait principalement deux actions majeures. La première : nous avons besoin d'une licence réglementaire délivrée par la Banque centrale. La seconde : nous devons également établir une relation de partenariat avec l'opérateur GSM, en l'occurrence Airtel Gabon, car certains services restent en gestion partagée, notamment l'infrastructure réseau et de distribution et, comme vous le savez, les comptes Airtel Money sont adossés aux numéros de téléphone fournis par Airtel Gabon. C'est à ce titre que nous travaillons en étroite collaboration. Il ne s'agit donc pas de couper brutalement la relation avec GSM, mais plutôt de libérer le pouvoir du *mobile money* afin de renforcer son succès de manière progressive.



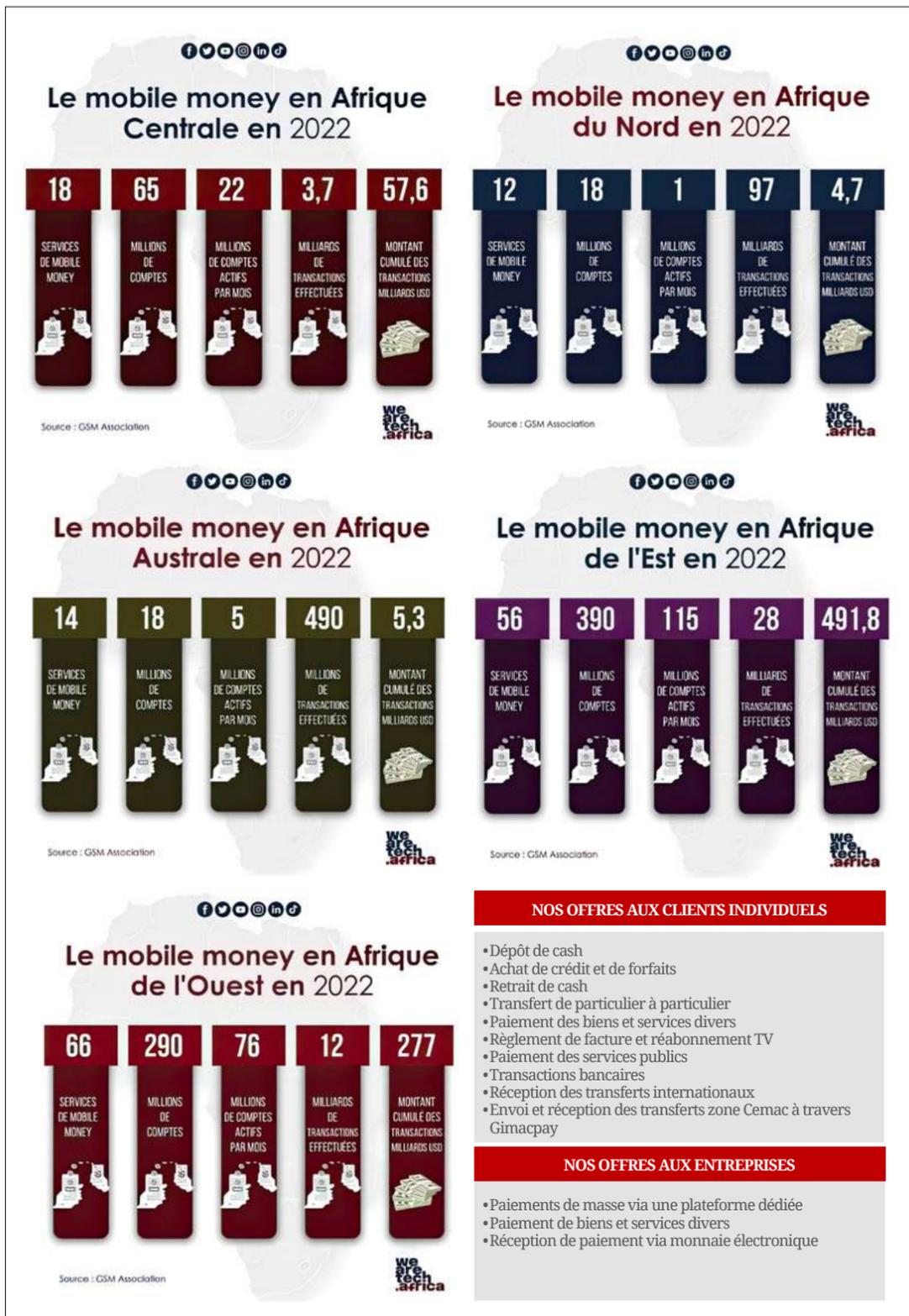
Pour les banques, la monnaie électronique destinée aux personnes non bancarisées permet de servir un large segment de clients.

Airtel Money SA et Airtel Gabon sont aujourd'hui deux entités juridiquement séparées, la première régulée par la Beac et la deuxième par l'Arcep. Elles appartiennent au même groupe et partagent des synergies dans l'exploitation.

Quelles sont les banques partenaires ? Êtes-vous des partenaires ou des concurrents des banques ?

Le *mobile money* est une industrie de cocréation et de partenariats. Après Airtel Gabon qui reste notre partenaire originel, les banques commerciales viennent en second lieu.

Nous partageons non seulement le même régulateur, mais



surtout le même objectif de renforcer l'inclusion financière au Gabon. Pour nous, acteurs de l'industrie des services financiers, le *mobile money* est autant une opportunité qu'une responsabilité. L'opportunité d'entreprise est évidente, mais elle s'accompagne de la responsabilité de collaborer pour tirer le meilleur de chacun en vue d'atteindre l'objectif commun d'inclure les populations exclues par le système financier traditionnel.

Pour les banques, la monnaie électronique destinée aux personnes non bancarisées permet de servir un large segment de clients jusqu'alors hors de portée du fait d'une infrastructure d'agences coûteuse. Il est impossible pour un opérateur de *mobile money* d'offrir un service de monnaie électronique sans l'intervention d'une banque : lorsque nous avons lancé les activités au Gabon en 2012, nous devions opérer avec la licence d'émetteur de monnaie électronique d'une banque et pour ce faire, sommes entrés en partenariat avec BGFI.

Dans le cadre de la protection des consommateurs, la création de la monnaie électronique nécessite la détention dans un compte séquestre ouvert dans une banque, des dépôts correspondant à la valeur de la monnaie électronique stockée dans le porte-monnaie électro-

nique des clients et des agents. Ceci afin d'assurer la protection des consommateurs. Et inversement, il est également impossible pour une banque de proposer de la monnaie électronique sans un opérateur technologique, celui-ci devant au minimum fournir le canal de



transmission permettant aux clients d'initier les opérations par le biais de leur téléphone portable.

10 ans plus tard et avec l'acquisition de notre licence d'établissement de paiement en novembre 2022, nous avons l'obligation réglementaire de diversifier ces comptes séquestres dans différentes banques commerciales afin d'élargir l'accès à la monnaie électronique et de mieux servir nos clients et distributeurs. La disponibilité et l'agilité du service rendu par nos banques partenaires et distributeurs qui investissent dans notre réseau donnent à Airtel Money un taux de service de la monnaie électronique et des espèces pour les retraits de plus de 90 %.

De par cette exigence réglementaire, nous sommes dorénavant en partenariat certes avec BGFI, mais aussi avec pratiquement l'ensemble des banques de la place sur de nombreux produits, notamment UBA, Eco-Bank, OraBank pour le produit « bank to wallet/wallet to bank » qui permet, rappelons-le, de transférer de l'argent de son compte bancaire vers son compte Airtel Money et de faire l'opération inverse sans se déplacer. Cette facilité constitue un avantage unique pour les clients bancaires en zone reculée sans agence bancaire, mais avec un réseau d'agents Airtel Money assez important. Au-delà de l'amélioration de l'expérience client, la mise en place de ces produits participe, sous l'impulsion de la BEAC, au renforcement de l'interopérabilité entre les différents acteurs de l'industrie à travers le Groupement interbancaire de monétique d'Afrique centrale (Gimac).

EE Quels sont les différents services proposés par Airtel money ?

En entrant dans l'univers des services financiers mobiles, nous avons une obligation de simplicité, car les populations auxquelles nous nous adressons étaient pour la plupart détentrices d'un compte/porte-monnaie électronique pour la première fois de leur vie. Les produits proposés sont de nature transactionnelle : ouverture de compte, dépôt de liquide, achat de crédit et de forfaits, retrait de liquide, transfert de particulier à particulier, paiement de biens et services divers, règlement de factures et réabonnement TV, paiement des services publics et des salaires, transactions bancaires (bank to wallet/wallet to bank) réception des transferts internationaux (hors Cemac), etc. Nos offres ne sont pas limitées aux individus, mais s'orientent également vers les entreprises privées comme publiques, notamment pour le versement de salaires, d'allocations gouvernementales et pour la collecte de taxes.

Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, nos services sont soutenus par la force de

nos partenaires, Airtel Gabon, partenaire technique, les banques, mais aussi nos distributeurs qui restent le cœur de notre succès.

Notre réseau de distribution est accessible à tous et peut constituer un premier pas dans l'entrepreneuriat dans un secteur d'activité dynamique et toujours en expansion. L'ouverture des comptes clients, le dépôt et/ou retrait ainsi que le support aux clients se font à travers notre vaste réseau d'agents composé de points de vente exclusifs des produits et services Airtel – les agences et shops Airtel, kiosques rouges et « Airtel Money Branches » (AMB) – et de points de vente non exclusifs.

Le *mobile money* a considérablement évolué, mais doit progresser davantage. Pendant la pandémie de covid-19, le *mobile money* (c'est-à-dire les services financiers fondés sur la téléphonie mobile) a permis à des millions d'habitants à revenu faible de nos pays d'accéder à des services financiers numériques qui répondent à leurs besoins quotidiens. En 2022, la croissance des services de *mobile money* est restée supérieure aux niveaux observés avant la pandémie. L'usage des paiements mobiles imposé par la pandémie est resté une habitude. Au Gabon, Airtel Money est un « household name » et fait partie du quotidien des populations. Ce qui montre que le marché du *mobile money* arrive à maturité. Les valeurs de transactions de Airtel Money représentent près de 10 % du PIB du Gabon comparative-

ment à M-Pesa au Kenya qui lui frôle 25 % du PIB. Ce qui démontre l'étendue de l'opportunité des services financiers mobiles.

La licence d'établissement de paiement nous oblige à davantage de rigueur dans nos procédures opérationnelles de contrôle, dans la conformité à la réglementation et la gestion des risques, mais nous donne aussi la latitude de diversifier nos offres vers des produits financiers plus complexes : le microcrédit, l'épargne formalisée, ou encore l'assurance.

EE Quels sont vos défis ?

La dématérialisation des moyens de paiement reste un défi majeur pour le Gabon.

En effet, la crise liée à la pandémie de covid-19 a montré la nécessité de renforcer le potentiel de la digitalisation pour accélérer sa transformation productive. Bien avant la pandémie, le pays enregistrait déjà quelques FinTechs en matière de transformation de l'économie.

Airtel Money partage ses API* de paiement avec les entreprises de technologies gabonaises. Avec la révolution des paiements mobiles – on compte désormais 300 millions de comptes de paiement mobile en Afrique, l'un des chiffres les plus élevés au monde –, ces écosystèmes numériques ont déjà commencé à transformer les marchés de l'emploi (par la création d'emplois directs et

indirects), à moderniser le secteur bancaire, à développer les services financiers destinés aux populations mal desservies, à favoriser les modèles d'entreprise innovants et à renforcer la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

En second lieu, la mise en place un écosystème complet pour vos abonnés afin de favoriser l'accès à la bancarisation.

Parmi nos apports, nous avons élaboré un système de distribution présent dans tout le pays afin de permettre l'acquisition de comptes Airtel Money par la plus grande partie de la population. La sécurité reste l'un des piliers fondamentaux de la confiance pour l'utilisation des services financiers digitaux. L'authentification sécurisée des populations reste dans certains cas un défi. Cependant, il est à noter que des initiatives allant dans le sens du renforcement de la sécurité à l'entrée sont prévues par le régulateur.

Par ailleurs, nous remarquons que l'essor du *mobile money* s'accompagne d'une tendance à la taxation des transactions. Ces taxes ont pour effet de freiner les progrès déjà réalisés en matière d'inclusion financière. C'est le cas au Ghana ou en Tanzanie, où des taxes sur les transactions de transfert et de retrait d'argent ont été introduites par le gouvernement et ont engendré une réduction du volume et de la valeur des transactions et le retour de nombreux utilisateurs aux transactions tradi-

tionnelles en espèces. Au-delà de leur impact disproportionné sur les populations à faible revenu, la mise en place de ces taxes participe de l'alourdissement de la charge fiscale sur les opérateurs de *mobile money* et risque de décourager l'investissement dans ce secteur.

A contrario, le caractère inclusif du *mobile money* participe à l'élargissement de l'assiette fiscale en permettant aux États de s'engager dans la dématérialisation des échanges et paiements.

En 2016, le gouvernement indien s'est lancé dans une thérapie de choc de démonétisation. Du jour au lendemain, 86 % de la masse monétaire M0 (billets et pièces) n'a plus été acceptée comme moyen de paiement. Ce passage d'une économie « cash » à une économie « cash lite » ou « cashless » a été difficile, mais 4 ans plus tard, l'Inde est parvenue à devenir l'une des économies les plus *cash less* du monde et à créer un nouvel écosystème de paiements digitaux qui a vu éclore toute une génération d'acteurs de l'innovation de la technologie financière.

EE Quels sont les obstacles ?

Tout d'abord, l'absence d'un accès universel aux infrastructures pour éviter le creusement des inégalités liées à la situation géographique, au genre, au niveau d'éducation et à la situation professionnelle. Promouvoir la diffusion des innovations numériques

dans les villes intermédiaires pourrait avoir un effet multiplicateur important. Les jeunes, et plus particulièrement ceux qui travaillent dans le secteur informel, devraient être préparés à mieux bénéficier des technologies digitales, notamment par une éducation financière ciblée.

Ensuite, les obstacles à l'adoption des technologies digitales et à l'innovation dans ce domaine ne permettent pas aux petites et moyennes entreprises de se développer et de soutenir la concurrence dans l'ère du digital (droits de douanes et fiscalité non attractives, manque de structures, etc.).

La résistance au changement liée au manque de confiance dans les nouveaux produits en termes de sécurité joue également un rôle, ainsi que le manque d'identification avec le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Le risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme est une réalité prise en compte dans le dispositif de contrôle d'Airtel Money. Cette volonté a été renforcée encore avec l'obtention de notre agrément en qualité d'établissement de paiement, car nous subissons des contrôles des régulateurs du secteur financier.

*API : interface qui permet de connecter un logiciel ou un service pour partager des données ou des fonctionnalités ●

OCTOBRE ROSE : MOBILISONS-NOUS

Pour faire écho à la campagne Octobre rose, nous avons invité la directrice du service client Airtel Money, Jeanne Ster Bruxia Ndong, à répondre à quelques-unes de nos questions.

Par Anne-Marie Jobin

EE Décrivez-nous votre fonction au sein d'Airtel Money...

Le département du service client au sein d'Airtel et d'Airtel money a pour mission principale d'aider la direction générale à mettre en œuvre la stratégie, les procédures et les engagements établis afin de garantir et d'accroître la satisfaction et l'expérience client. Le service client est disponible 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, y compris les jours fériés.

En tant que directrice du service client, mon rôle principal consiste à gérer quotidiennement une équipe de 115 collaborateurs dont 25 qui me rendent compte directement et 90 répartis dans les différents points de contact pour répondre aux demandes des clients. Cela comprend l'assignation des tâches, le suivi des indicateurs de performance et la mise en place des stratégies d'amélioration de nos politiques de satisfaction.

Pour assurer le bon déroulement de notre action, il est essentiel de prendre en compte et d'anticiper les besoins de nos clients, mais également ceux de nos partenaires qui sont les revendeurs et points agents. Ces derniers jouent un rôle capital, car ils constituent des points de proximité pour le client Airtel money qui n'a pas besoin de se rendre dans une agence pour effectuer une transaction.

Il convient enfin de respecter les exigences légales contenues dans l'agrément qui encadre notre activité tout en veillant à traiter de manière satisfaisante et dans les délais les demandes de nos clients et partenaires qui nous contactent tour à tour par le biais de nos centres d'appels 150 et 474, notre réseau d'agences de Libreville et de l'intérieur du pays ainsi que nos unités de traitement des requêtes et plaintes (back office physique et digital sur les réseaux sociaux).

EE La réputation selon laquelle il est difficile de travailler entre femmes est-elle confirmée ?

Je puis vous dire que chez Airtel, nous ne sommes pas confrontées à ce type de défis. Fort heureusement, les femmes sont solidaires et se passent le relais dans la mesure où l'attente de nos objectifs communs est conditionnée par une collaboration efficiente. Cela n'exclut bien évidemment pas les défis et les désaccords qui pourraient naturellement subsister dans un environnement professionnel. Fort heureusement, il n'en résulte aucun impact négatif.

EE Dans votre service, l'égalité du genre est respectée. Comment qualifiez-vous votre collaboration avec les hommes ?

Au-delà de l'égalité du genre, c'est surtout la compétence et la culture de la performance qui demeurent notre cheval de bataille. C'est ainsi que nous travaillons en parfaite harmonie avec nos collègues hommes qui nous traitent comme leurs semblables, chacun ayant une expertise avérée et reconnue de tous. C'est donc une collaboration saine et professionnelle que nous partageons avec nos collègues hommes et qui fait la force de notre entreprise.

EE Nous sommes au mois d'octobre. Que proposez-vous comme actions mobilisatrices pour favoriser le dépistage ?

Un mot de remerciement à l'endroit du ministère de la Santé, des personnels soignants ainsi que des partenaires de santé pour toutes les actions menées en faveur du dépistage des cancers féminins. Un travail colossal a été fait et doit être renforcé à mon avis par une sensibilisation accrue aussi bien à Libreville que dans chaque province. Cette sensibilisation doit s'adapter à toutes les populations concernées par ces fléaux que sont le cancer du sein et le cancer du col de l'utérus, les plus répandus chez les femmes. De plus, il serait opportun de communiquer sur les facteurs de risque que sont la consommation excessive d'alcool, de tabagisme, le manque d'équilibre alimentaire ainsi que l'absence d'activité sportive. Pour terminer, rendre le dépistage systématique par le biais d'équipes mobiles.

EE Vous occupez un poste à responsabilité au sein d'Airtel Money. Comment conciliez-vous vie professionnelle et vie privée ?

Même si les femmes ont une prédisposition naturelle pour l'organisation et la gestion d'une multitude de tâches, il



faut reconnaître que l'équilibre vie professionnelle et vie privée demeure un défi pour toute femme menant une activité professionnelle, qu'elle soit cadre ou non.

En tant qu'épouse et mère de 3 enfants dont le dernier n'a que 2 ans, j'ai dû me forcer à établir un équilibre afin de profiter de ma famille. La période du confinement a été un facteur déclenchant, car elle m'a permis de réaliser à quel point cet équilibre n'existait pas du tout, et ce en faveur de ma vie professionnelle.

Depuis l'arrêt du confinement, les deux résolutions principales qui me permettent aujourd'hui de préserver cet équilibre ont été d'une part d'établir une limite sur mes horaires de travail et d'autre part d'arrêter d'emporter systématiquement des dossiers à la maison ●

AltEmploi
GABON

Cabinet de recrutement & conseil RH

*Connecteur
de valeurs humaines*

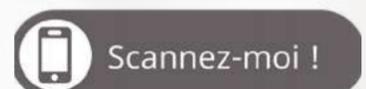
+ 3 500 candidats recrutés

+ 31 000 inscrits dans
notre base de données

www.altemploi5.com

(+241) 062 48 26 72 / (+241) 062 53 90 01

contact@altemploi.net



INTERVIEW DE MONSIEUR JEOFFROY ABOUIBORO KARA,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE VIVO ENERGY GABON

VIVO ENERGY GABON NOUVEAU DG, NOUVELLES ORIENTATIONS

Vivo Energy Gabon salue la nomination et la prise de poste de son nouveau directeur général en la personne de Monsieur Jeffroy Abouiboro Kara. Ce dernier a pour mission de gérer Vivo Energy Gabon, filiale du groupe Vivo Energy présent dans 23 pays sur le continent africain sous les marques Engen et Shell. Jeffroy Abouiboro Kara a la charge de la commercialisation du carburant, des lubrifiants de la marque Shell et Engen, de gaz liquéfié, de la gestion de 25 stations-service implantées dans 7 provinces du territoire et du management d'une équipe de 42 personnes. Nous sommes allés à sa rencontre pour lui poser quelques questions.

Par Anne-Marie Jobin

Parcours de Monsieur Jeffroy Abouiboro Kara

Âgé de 50 ans, marié et père de 5 enfants, Jeffroy est gabonais.

Après des études secondaires au collège Bessieux de Libreville suivies d'un cursus d'ingénieur en génie électromécanique à l'école polytechnique de Masuku (Franceville, 1994-1999) appuyé par un stage de validation du diplôme à l'école de technologie supérieure de Montréal en (Uquam, Canada), Jeffroy Abouiboro Kara a obtenu des certifications postuniversitaires à l'école de hautes études commerciales de Paris (HEC) dans les domaines de la stratégie d'entreprise (2019), de l'analyse financière, de l'évaluation des sociétés et des choix des investissements (2023).

Jeffroy Abouiboro Kara a débuté sa carrière en 2000 au Gabon, chez GBM (partenaire commercial IBM France), avant de rejoindre le groupe CFAO au sein de l'unité CFAO Technologies où il a occupé les fonctions de directeur commercial (2006-2009) puis de directeur des opérations commerciales (2009-2014). C'est en 2014 qu'il intègre le groupe Vivo Energy (Engen) dans lequel il gravit les échelons, tout d'abord en tant que directeur commercial. En 2021, il est promu directeur des ventes pays jusqu'au 30 août 2023, date à laquelle il accède au poste de directeur général.

EE Monsieur Jeffroy Abouiboro Kara, vous venez de prendre vos fonctions de directeur général de Vivo Energy Gabon. Vous coopérez dans cette même entreprise depuis 2014 en qualité de directeur commercial. Quelle est votre analyse de la situation de cette société de distribution de produits pétroliers ?

Dans cet univers de la vente et de la distribution des produits pétroliers, l'ensemble des marketeurs fait face à un certain nombre de défis liés essentiellement à l'environnement macroéconomique dans lequel nous opérons. C'est un secteur très structuré et régulé par l'État. Nous ne fixons pas nos marges, elles nous sont imposées. Ce manque de flexibilité nous contraint à limiter certains de nos investissements stratégiques. Au niveau de Vivo Energy Gabon, nous avons été confrontés à certaines difficultés liées aux différents changements d'actionnaires et surtout légaux qui ont provoqué une érosion significative notre trésorerie. Du point de vue de l'actionnariat nous sommes passés de Pizo shell à Engen International Limited, puis à Vivo Energy depuis 2019. Traverser autant de migrations ne facilite pas

l'intégration rapide des changements et les synergies opérationnelles recherchées. Cependant, nous tenons la barre et nous sommes à présent en phase de consolidation et stabilisation de nos opérations.

EE Bénéficiez-vous d'un système de péréquation de la part de l'État ?

Oui, en effet. Nous bénéficions également de la stabilisation. Depuis 2017, nous avons décidé de nous retirer des marchés exonérés de TVA qui nous contraignaient à payer la TVA à l'achat que nous ne pouvions pas répercuter à nos clients à la vente. Il s'agissait donc d'importantes immobilisations de trésorerie sous forme de crédit de TVA. La hausse des prix sur le marché international a également conduit l'État à maintenir les subventions à un niveau très élevé. La stabilisation est restée essentiellement négative, constituant de facto un second crédit pour les marketeurs, dont Vivo Energy Gabon. L'effet conjugué des crédits de TVA et de la stabilisation a créé pour nous un déficit de trésorerie inacceptable au regard de nos normes de gestion. Nous avons décidé de nous retirer essentiellement des marchés exonérés de TVA

afin de limiter dans le temps nos besoins en fonds de roulement et nous concentrer sur les marchés non exonérés, les clients à faible risque d'impayés et sur les activités génératrices de cash dont la vente du gaz butane et les ventes en stations-service. Cette décision de gestion financière nous a conduits à une perte de part de marché importante de plus de plus de 10% entre 2019 et 2022.

EE Vous avez la charge de mettre en place la stratégie de croissance et de développement de Vivo Energy Gabon. À la lecture de ces résultats, quelles sont les perspectives envisageables et quels sont vos objectifs, à court, moyen et long terme ? Sur quelles méthodes pouvez-vous appuyer ? Comptez-vous ouvrir de nouvelles stations ?

Depuis la fin mars 2023, comme tous nos confrères de la distribution et vente des produits pétroliers, nous avons bénéficié d'un plan de compensations de nos dettes respectives avec l'État. Il ne s'agissait pas d'une entrée de trésorerie sous forme de cash, mais plutôt d'un « jeu d'écritures comptables ». Cette compensation nous donne l'opportunité de revenir de façon sélective sur les secteurs exonérés à faible risque d'impayés et d'accélérer l'expansion de notre réseau de stations-service sur l'ensemble du territoire. De façon continue, nous allons faire une gestion efficace de notre trésorerie en nous appuyant sur les leviers de croissance rentables et à risque modéré et maîtrisé afin de créer plus de valeurs pour nos actionnaires et nos employés.

Notre objectif est d'ouvrir 2 stations par an dans les 4 prochaines années et de continuer à optimiser notre réseau existant en le rendant plus attractif et toujours aux normes de la réglementation gabonaise en la matière.

EE Vous êtes un spécialiste du management, vos études en témoignent. Quelles sont les premières mesures que vous souhaitez adopter dans ce domaine ?

Comme on le dit chez les Anglo-Saxons, les ressources humaines d'une entreprise constituent son actif intangible le plus important. Nous sommes très attachés à la formation, au développement et à l'épanouissement de nos collaborateurs. La gestion de nos talents est primordiale. De plus, le dialogue est ouvert, le partage est notre quotidien et l'esprit d'équipe et d'équité est notre leitmotiv. L'égalité du genre est une priorité du Groupe qui doit être visible au sein de Vivo Energy Gabon. En résumé, parmi nos priorités, il s'agit pour nous de créer un cadre de travail très attractif pour nos employés et ceux qui veulent nous rejoindre.



vaillons en étroite collaboration avec des agences d'intérim locales (Altemploi) sommes partenaires de certaines écoles comme BBS, l'Institut de gestion avec les conventions de stage et l'école polytechnique de Masuku de l'université des sciences et techniques (USTM) de Masuku.

EE Vous êtes très actifs également en termes de RSE (voir reportage dans le n° 26 - mai 2023). Quelles sont les actions prévues pour cette rentrée ?

En matière de RSE, notre stratégie est *corporate* et thématique. En 2024, nous continuerons à développer tous les aspects environnementaux et de santé. Nous pourrions très bientôt en reparler puisque nous nous impliquerons pour Octobre rose. Par ailleurs, nos stations sont équipées pour répondre aux normes respectueuses de l'environnement. Là aussi, nos gérants sont concernés. Ils sont mis au défi pour obtenir le prix de la station la mieux tenue en matière de propreté et de récupération de produits nocifs pour la nature.

Conclusion : Nous souhaitons rassurer nos partenaires et les nouvelles autorités. Vivo Energy Gabon n'a pas pour ambition de quitter le Gabon. Ces dernières années, nous avons décidé de façon stratégique de nous retirer de certains marchés pour limiter nos risques, notamment financiers et opérationnels. Nous nous sommes recentralisés et nous nous repositionnons sur certains secteurs de marché avec, évidemment, un accent particulier sur la construction de nouvelles stations-service, mais aussi avec nos partenaires industriels stratégiques que nous continuons d'accompagner dans leur développement au Gabon.

Nous lançons la commercialisation des bouteilles de gaz de 6 kg sur le marché de Libreville dès ce mois d'octobre afin de permettre aux Gabonais économiquement faibles d'accéder à ce produit fortement subventionné par l'État. Ces bouteilles seront disponibles dans toutes nos stations-service de Libreville ●

EE Les événements du 30 août influent-ils d'une manière ou d'une autre sur votre positionnement ?

Tout changement apporte ses opportunités, il s'agit de les identifier et de les saisir de façon efficiente. Ayant pris mes fonctions au même moment que les nouvelles hautes autorités, je considère ces événements comme une grande opportunité et pour Vivo Energy Gabon, comme une chance de voir résoudre les défis du secteur : marge unitaire restée inchangée depuis les années, réduction des exonérations sur le secteur industriel, visibilité sur le paiement de la stabilisation, baisse de la pression fiscale, etc.

EE Vivo Energy est très impliqué dans la formation et les besoins sont importants. Travaillez-vous sur un plan d'action en ce domaine ?

Comme évoqué précédemment, nous sommes très attachés à la formation de notre personnel. Depuis 2019, nous travaillons avec les partenaires locaux sur un programme baptisé « jeunes talents ». Ce programme est piloté par notre directrice des ressources humaines et notre directeur marketing et communication. La mission essentielle consiste à recruter de jeunes diplômés de niveau bac +2 à bac +5 via un processus d'appel à candidatures transparent. Le processus est activé par l'intermédiaire d'appels d'offres d'emploi et tout est publié officiellement. Une dizaine de jeunes sortis des écoles de commerce et d'ingénieurs sont recrutés. Ces jeunes travaillent en binôme avec les titulaires de postes et ne sont pas des commissionnaires. Ils sont formés régulièrement comme les titulaires. Ils ont un traitement salarial comme tout contrat CDD et peuvent, au même titre que nos CDI, postuler aux offres d'emploi en interne. À ce jour, 5 des postes stratégiques sont occupés par des jeunes issus de ces promotions.

Les autres ne tardent jamais à trouver un emploi après avoir suivi ce cursus parce qu'ils ont reçu les bases d'une formation très complète. En marge de cette initiative, nous tra-

PAT - PLAN D'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION

LE CHANGEMENT NE PEUT EFFACER L'ACTIF

C'est l'heure de l'ouverture d'un nouveau chapitre dans l'Histoire du Gabon, avec pour objectif de rectifier les erreurs commises, de renforcer les avancées positives et de réinventer une approche favorisant le progrès pour la communauté nationale. En nous inspirant des enseignements de Lavoisier selon lesquels « rien ne se perd, tout se transforme », nous comprenons bien que le passé ne peut être effacé. À ce titre, il offre des leçons et des opportunités de transformation pour construire un avenir meilleur. Les erreurs d'hier peuvent servir de base pour corriger les lacunes et les aspirations non réalisées peuvent être considérées comme des objectifs à atteindre. Il y a eu des aspects positifs et négatifs dans tout ce qui a été accompli jusqu'à présent. C'est pourquoi il était important d'examiner ce qui a été réalisé dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation qui était la feuille de route du gouvernement gabonais pour la période 2021-2023. Pendant l'actuelle période transitoire, il est essentiel d'évaluer les acquis de ce plan. En consultant à nouveau M. Yves D. Sylvain Moussavou Boussougou, secrétaire exécutif du Conseil national du plan d'accélération de la transformation (CNPAT), nous avons souhaité contribuer à cette démarche.

Par Yves D. Sylvain Moussavou Boussougou

Le Gabon a connu un événement exceptionnel : la prise de pouvoir intervenue le 30 août 2023 par les forces de défense et de sécurité réunies au sein du Comité pour la restauration des institutions (CTRI). Pour inédite qu'elle puisse paraître, la situation particulière dans laquelle le pays s'est engagé depuis quelques semaines peut également être perçue comme une opportunité pour donner un nouveau souffle en faveur de la transformation de son modèle développement économique.

Au lendemain de la chute du mur de Berlin et de la réunification des deux Allemagnes, l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl rappelait dans un aphorisme resté célèbre que « l'économie c'est de la politique concentrée ». L'économie fait la politique. Elle en donne le sens.

La transition dans laquelle le Gabon s'est engagé aujourd'hui est l'occasion de poser les bases de l'économie nationale de demain. Celles-ci ne devraient pas s'éloigner de l'objectif poursuivi depuis près d'un demi-siècle : sortir du diktat du couple pétrole-dollar qui rythme les cycles de développement du pays.

Le dernier plan de développement triennal mis en œuvre dans le pays, connu sous le vocable de Plan d'accélération de la transformation (PAT) que nous avons eu l'honneur de piloter, nous donne des raisons de penser que même si le résultat final n'est pas parfait, des progrès ont été réalisés par

rapport à la situation initiale. Ces progrès peuvent être valorisés et utilisés comme base pour de futures améliorations.

Si la question politique va évidemment dominer les débats, il importe de relever que le défi de la construction du dynamisme de l'économie, qui se fonde sur la confiance des investisseurs dans le pays, doit demeurer au centre de l'action publique pour créer de la prospérité et du bien-être.

Il est bon de se rappeler que le plan triennal 2021-2023 avait pour but de réactiver l'activité économique et sociale nationale durement touchée par la crise sanitaire brutale liée à la pandémie de covid-19 et d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et des investissements pour sortir le pays du piège de la dépendance à la rente pétrolière. L'ambition exprimée était de faire de 2021 l'année du coup d'envoi du rebond au Gabon

“ Dans le secteur bois, des actions déterminantes ont été conduites afin de soutenir la stratégie de transformation locale du bois et favoriser la disponibilité de la ressource pour l'industrie. ”

avant de poser les fondements visant à mettre notre pays sur la voie de la transformation, de la diversification, les années 2022 et 2023 devant déterminer la trajectoire à prendre par le Gabon pour la prochaine décennie.

C'est ainsi que trois objectifs stratégiques avaient été définis dans le cadre de ce plan ambitieux. Le premier était de soutenir la mise en œuvre des projets de diversification des sources de la croissance afin de renforcer la résilience de notre économie face aux défis futurs en organisant les conditions de la montée en puissance des produits relais du pétrole tout en veillant à freiner la baisse de cette ressource au regard de son poids dans l'économie.

Le second objectif visait à renforcer les investissements dans les infrastructures tangibles et à dynamiser les réformes de l'infrastructure intangible. Il s'agissait d'une part de poursuivre la mise en œuvre des projets destinés à améliorer l'infrastructure de transport, du numérique, de production d'eau et d'électricité, et d'autre part de s'engager dans la réforme des finances publiques et l'amélioration du climat des affaires.

Enfin, le troisième objectif consistait à transformer le modèle de redistribution en le concentrant davantage sur le soutien à la création et à la promotion d'opportunités d'emploi dans le secteur privé. De plus, il s'agissait d'améliorer l'accès à des services de santé de proximité de qualité pour tous, à renforcer les infrastruc-



Yves D. Sylvain Moussavou Boussougou, administrateur civil. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA), Libreville, et de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po Paris).

tures éducatives et à réformer la gouvernance du système de protection sociale pour garantir une meilleure couverture et protection de tous les citoyens.

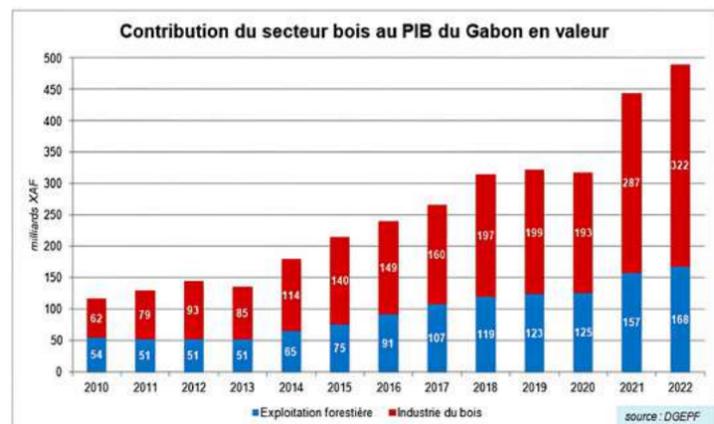
De manière globale, l'objectif de relance de l'économie gabonaise a été atteint. En effet, après avoir traversé une sévère récession en 2020, avec une croissance négative de 1,8 % due aux effets de la pandémie de covid-19, l'économie nationale a connu un début de reprise avec une croissance positive de 1,5 % en 2021 qui s'est accélérée pour atteindre 3,0 % en 2022. En 2023, la croissance du PIB devrait se situer sensiblement au même niveau.

Plus spécifiquement, dans les secteurs-clés des hydrocarbures, de la forêt, des mines, de l'énergie, de l'agriculture et de la pêche, d'importantes réformes ont été entreprises pour favoriser la réalisation de projets devant contribuer à réduire progressivement la dépendance du pays aux revenus issus de l'or noir.

Le secteur bois

Dans le secteur bois, des actions déterminantes ont été conduites afin de soutenir la stratégie de transformation locale du bois et favoriser la disponibilité de la ressource pour l'industrie. À titre de rappel, un audit réalisé sur 599 permis a aidé à identifier 118 permis non conformes nécessitant un arbitrage et 81 dossiers non conformes à retirer.

Une revue de la situation fiscale des opérateurs forestiers pour améliorer les capacités contributives de la filière a été conduite tout comme la mise en place d'un système de traçabilité des bois coupés en vue d'assurer le suivi et le contrôle optimal de toutes les étapes d'exploitation de la ressource, de la coupe du bois à son exportation en passant par le transport et la transformation. De nouvelles plateformes industrielles ont été lancées dans le Moyen-Ogooué et le Haut-Ogooué pour favoriser l'augmentation de la contribution de la filière dans la création de la richesse nationale et des emplois.



Arrêtons-nous un instant sur les progrès enregistrés dans la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation de la filière bois. En effet, grâce aux nouveaux investissements réalisés et en cours, les résultats suivants peuvent être relevés : un PIB nominal généré par les activités liées à la filière bois en progression puisqu'il se situe à plus de 490 m^{ds} de F CFA alors qu'il était aux alentours de 116 m^{ds} de F CFA en 2010. Les investissements réalisés dans la foulée de la décision prise en 2010 d'interdire l'exportation des grumes et de créer, entre autres, la plateforme industrielle de Nkok ont eu un impact sur l'économie de cette filière. Les exportations ont crû de manière constante, représentant aujourd'hui 15 % des exportations totales de notre pays, soit le deuxième produit d'exportation après le pétrole. Le nombre d'emplois directs et indirects créés a été multiplié par trois entre 2009 et 2023, faisant ainsi de la filière bois le premier employeur du pays avec près de 30 000 compatriotes vivant de cette industrie. Les recettes fiscales liées aux secteurs du bois ont été multipliées par trois depuis 2010, passant d'un peu plus de 10,5 m^{ds} à près de 48 m^{ds} de F CFA aujourd'hui. Sur un total de 16,4 millions d'hectares de forêts, 5,3 millions ont été labélisés FSC (Forest Stewardship Council), traduisant l'engagement du pays en faveur d'une utilisation responsable et durable de cette ressource.

En plus de consolider les investissements dans cette filière, il paraît nécessaire aujourd'hui d'améliorer ses capacités contributives, notamment en termes de génération de revenus fiscaux supplémentaires et d'emplois de qualité.

Le secteur pétrolier

Outre divers projets visant à ralentir la baisse de la production, les efforts en vue de rendre la transparence dans le secteur ont été entrepris. Depuis 2021, le fonds de concours dédié aux investissements diversifiés et aux hydrocarbures (PID/PIH) est retracé dans les lois de finances. Et depuis le 21 octobre 2021, le Gabon a de nouveau adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Cet objectif a été atteint et le premier rapport ITIE couvrant les revenus du secteur extractif en 2021 a été produit dans ce cadre.

Dans la filière gazière en cours de développement, des initiatives fortes sont en cours, portées par l'opérateur Perenco comme futur leader de la production du gaz pétrole liquéfié (GPL) et du gaz naturel liquéfié (GNL).

Ainsi, cet opérateur réalise un investissement privé de 30 m^{ds} de F CFA pour construire une unité de production de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Batanga (Ogooué-Maritime), ainsi qu'un autre investissement beaucoup plus impor-

tant, d'environ 900 m^{ds} de F CFA, pour une unité de production de gaz naturel liquéfié (GNL) qui se situera sur la plateforme logistique pétrolière de cap Lopez à Port-Gentil. L'unité de production de GPL de Batanga, qui produira 15 000 tonnes de gaz domestique par an, devrait permettre de couvrir 60 % du besoin national et de réduire les importations de gaz butane de l'ordre de 80 % tout en favorisant la transition énergétique du Gabon en rendant plus facilement disponible le gaz appelé à remplacer l'usage du gasoil dans les centrales thermiques de production d'électricité et positionner le Gabon comme exportateur de gaz. Ce sont de nouvelles recettes fiscales qui sont attendues également et qui viendront renforcer les finances publiques du pays.

Auparavant, un audit des réserves et des ressources de gaz pour tous les champs du Gabon a été effectué avec l'appui de Gaffney Clyde, société de conseil pétrolier. Cet audit a permis de révéler des réserves recouvrables estimées à 133 m^{ds} de m³ de gaz naturel.

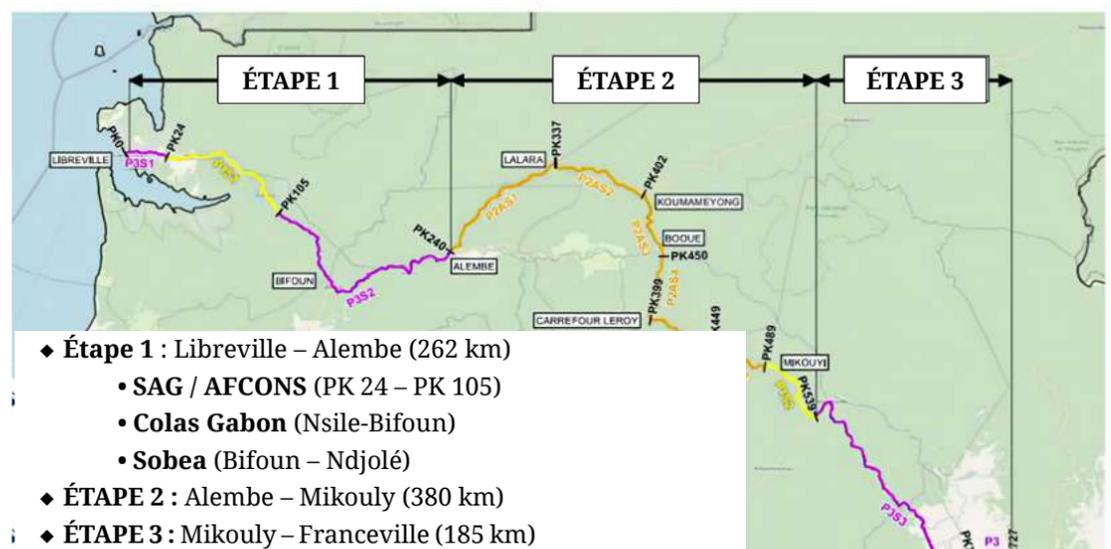
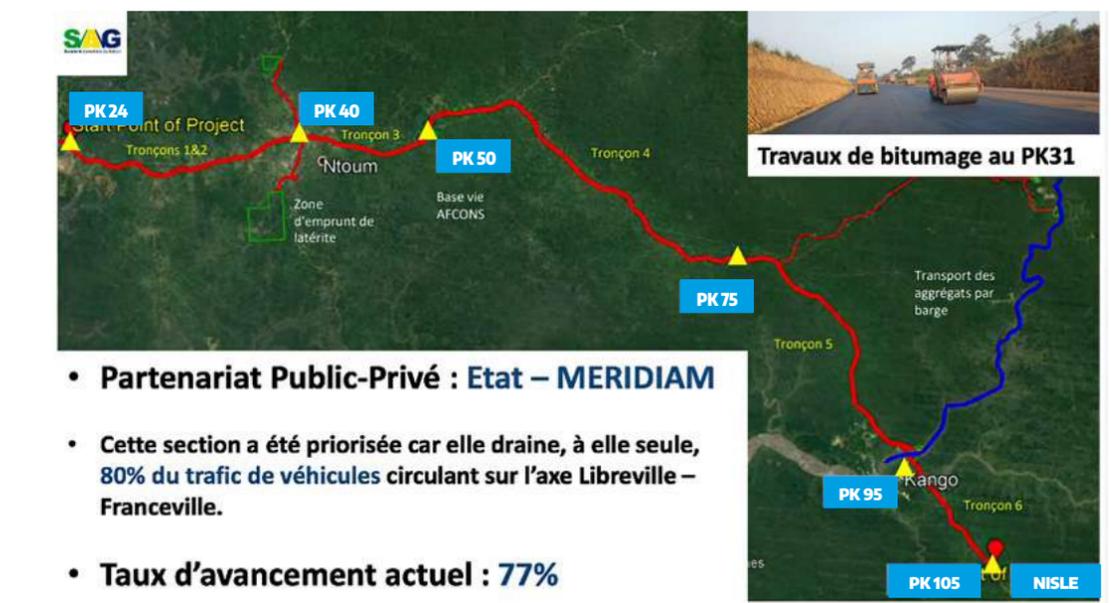
Le secteur minier

L'exploitation du fer, avec les gisements de Bilinga et de Baniaka, est en train de démarrer. L'assainissement de l'exploitation de l'or a été effectué à travers un état des lieux des permis des mines d'or à petite échelle. La création en avril 2023 d'une brigade minière dans la filière s'inscrit dans cette lignée. La Société équatoriale des mines (SEM), aux côtés d'autres opérateurs privés, structure progressivement cette filière. Après avoir constitué des réserves d'or de 350 kg raffinés et coulés en lingots pour une valeur de 13 m^{ds} de F CFA, elle a œuvré pour la mise en place de la première usine de transformation de l'or au Gabon et en Afrique centrale depuis juin 2022.

Grâce aux efforts conjugués des acteurs publics et privés dans la mise en œuvre de ces réformes et des projets d'investissement visant à diversifier les sources de création des richesses, des résultats significatifs ont été obtenus en 2022 et 2023 dans le secteur pétrolier : la production pétrolière a augmenté de 3,3 % à 75,7 mil-



Dans le domaine des agro-industries, nos performances en matière de production et d'exportation ont fortement augmenté pour ce qui concerne l'huile de palme et l'hévéaculture.



lions de barils. Rappelons ici que la production de notre pays connaît depuis 2003 une baisse de l'ordre d'environ 20 %. La production de manganèse a également été dynamique grâce à l'activité des trois opérateurs principaux du secteur que sont CICMHZ dans le Moyen-Ogooué, Comilog et Noga Mining dans le Haut-Ogooué. Elle a atteint l'objectif de 10 millions de tonnes en 2023 tandis que le PIB minier du Gabon est en bonne voie d'atteindre l'objectif de 430 m^{ds} de F CFA fixé d'ici à 2025 puisqu'il se situe à un peu plus de 375 m^{ds} de F CFA en 2023.

Le secteur agricole

Concernant le secteur agricole, comme chacun le sait, le pays importe aujourd'hui près de 450 m^{ds} de F CFA de produits alimentaires pour nourrir sa population en raison d'une production locale insuffisante. Cette situation constitue un véritable problème économique et expose le pays à l'insécurité alimentaire avec une acuité accrue depuis la crise sanitaire liée à la covid-19 et le conflit russo-ukrainien qui ont aggravé la situation.

Pour relever ce défi de manière durable, 5 zones agricoles à forte productivité (ZAP) ont été créées dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Ces zones sont situées à Kango, Andem, Bifoun-Abanga, Idemba, Mboukou et Souba. L'objectif de ces ZAP est de fournir des

solutions adaptées aux agriculteurs afin de garantir la sécurité alimentaire, de renforcer les exportations de produits agricoles et d'élevage tout en luttant contre la pauvreté grâce à la création d'emplois.

Kango est la première ZAP créée, sur une superficie de 12 000 hectares. 590 demandes d'exploitation y ont été validées, ce qui représente 4 548 hectares sur 574 parcelles attribuées. D'autres souscriptions sont en cours d'enregistrement et d'autres parcelles seront confiées pour exploitation.

Quant à la ZAP d'Andem, qui s'étend sur 10 000 hectares, elle est spécifiquement dédiée à l'élevage à grande échelle de la volaille. Des travaux d'aménagement sont déjà en cours par un promoteur de niveau international afin d'y installer des éleveurs et des producteurs locaux.

Enfin, dans la zone agricole à forte productivité de Souba, un opérateur privé, Afa Gabon, a lancé un projet d'exploitation et de production mécanisée de produits maraichers dans une ferme agropastorale. Plusieurs actions ont été réalisées dont l'adduction d'eau sur 3,5 km, la mise en place d'une station de pompage, l'installation d'un réseau d'eau sur 10 hectares, le labour de 18 hectares par la coopérative du département ainsi que la plantation de 50 hectares de tomates et autant d'oignons. Estimée à 8 tonnes par semaine, la récolte hebdomadaire des tomates a commencé en octobre 2022 tandis que la

récolte des oignons débutera en janvier 2024. Le défi auquel les pouvoirs publics doivent faire face est de faciliter le transport de cette production, y compris son exportation vers les marchés des pays voisins. Dans le même sens, le modèle économique de ces ZAP gagnerait à être stabilisé pour garantir leur succès.

Dans le domaine des agro-industries, nos performances en matière de production et d'exportation ont fortement augmenté pour ce qui concerne l'huile de palme et l'hévéaculture : la production d'huile de palme rouge a atteint 147 940 tonnes en 2022 contre 70 340 tonnes en 2020. Les exportations se chiffrent à 100 460 tonnes contre 46 595, contribuant ainsi à diversifier les exportations de notre pays. Les exportations de caoutchouc ont atteint 18 108 tonnes en 2022 contre 8 567 tonnes en 2020.

L'élevage

En matière d'élevage, grâce à un accord de reprise du Ranch Nyanga par l'opérateur Grande Mayumba Agribusiness Company (GMAC) appartenant au consortium sud-africain African Conservation Development Group (ACDG), le cheptel et la production bovine retrouvent de bonnes perspectives. Ainsi, le nombre de têtes s'est accru de 8 %, à 3 827 têtes bovines contre 3 545 têtes sur les 8 mois d'activité en 2021. La production de viande a atteint 45 225 kg, en hausse de 28,4 % en glissement annuel.

Ces progrès démontrent la réussite des efforts déployés pour diversifier les sources de création de richesse de l'économie gabonaise.

● **Les infrastructures**

En ce qui concerne les infrastructures tangibles et intangibles dont le rôle est d'aider l'économie à être plus performante et compétitive tout en améliorant le bien-être des citoyens, le confort des usagers et la confiance du contribuable, la mise en œuvre de ce plan de développement a permis d'enregistrer quelques réalisations, à renforcer et à consolider, au cours des deux dernières années dans les domaines de l'eau et de l'électricité, en particulier avec l'extension de réseau de distribution d'eau dans le cadre des projets Pasbmir (avec le concours de la Banque mondiale) et Piepal (avec le concours de la Banque africaine de développement).

L'impact socioéconomique de ce projet important financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 77 m^{ds} de F CFA est réel à ce jour. 149 km de linéaires du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) ont été renouvelés, 131 km étendus et renforcés, 4 châteaux d'eau construits, 20 km de linéaires du réseau au sein des bâtiments administratifs ont été réhabilités et 60 bornes-fontaines publiques construites. Le taux d'accès à l'eau potable qui était de 55 % en 2018 devrait se situer à 75 % au terme de la mise en œuvre du projet. Le taux d'eau potable non facturé qui était de 48 % en 2018 devrait être ramené à 5 % alors que le nombre de personnes supplémentaires desservies devrait augmenter de 300 000.

Pour couvrir l'ensemble des besoins en eau potable de Libreville et de ses environs et proposer une offre en eau potable abondante et soutenable à l'ensemble des populations, la signature d'une convention de concession entre l'État et Orelo en septembre 2022 permettra la construction d'une station de production d'eau de 130 000 m³/j. Ce projet permettra de réduire le déficit en eau potable de Libreville et de ses environs, de contribuer au financement du Plan de développement local de la localité de Kango et de créer 500 emplois (au pic du chantier), dont 80 % dédiés aux nationaux, avec un transfert de compétence au profit des ressources locales, en accord avec les objectifs de développement durable (ODD).

Financé à hauteur de 35,2 m^{ds} de F CFA, le projet Pasbmir (eau et électricité) financé par la Banque mondiale a pour objectif d'élargir l'accès aux services d'eau et d'électricité dans les zones rurales ciblées, d'appuyer les efforts des pouvoirs publics visant à améliorer les conditions de vie des

populations rurales, d'apporter une assistance technique pour la mise en place d'un cadre institutionnel spécifique et un appui dans la mise en œuvre du projet, et de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans le projet ainsi que d'appuyer le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques dans un certain nombre de travaux analytiques et d'études. À ce jour, 160 km de lignes de distribution haute tension aérosouterraine (HTA), 140 km de lignes de distribution basse tension ont été construits en milieu rural et périurbain. Un linéaire de 40,658 km de canalisations sur l'ensemble des chantiers eau a été posé, tout comme 27 forages réalisés dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime, ainsi que de nombreuses études comme celles relatives au Plan directeur pour la production et le transport d'électricité, l'appui à la réforme des secteurs de l'électricité et de l'eau de la République du Gabon, l'étude du modèle économique et financier des secteurs de l'eau et de l'électricité au Gabon ou le plan de développement du système production de transport et de distribution d'énergie électrique à l'horizon 2040. 25 500 personnes sont touchées directement par ce programme. Le niveau de réalisation global des projets Pasbmir est actuellement de 77,15 %.

D'autres projets d'électricité ont été lancés. Les travaux de construction du barrage hydroélectrique de Kinguelé Aval de 34,5 MW de puissance ont été lancés (118 m^{ds} de F CFA). La zone d'Andock Foula, autour du chantier, a vu sa population passer de 22 à 145 personnes. L'école publique de la localité a été rénovée et 350 emplois ont été créés, dont 212 employés nationaux. Le projet apportera 13 % des besoins en électricité de Libreville. 700 emplois seront créés au pic du chantier. À ce projet s'ajoutent ceux de la construction du barrage hydroélectrique Ngoulmendjim (83 MW, 392 m^{ds} de F CFA), des centrales à gaz d'Owendo (120 MW, 104 m^{ds} de F CFA) et de Mayumba (21 MW, 54 m^{ds} de F CFA) conduits par l'opérateur Gabon Power Company, filiale du Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS).

En outre, un plan d'urgence en eau et électricité comprenant 28 projets dans les 9 provinces du pays a été lancé en 2020. Il affiche un taux de réalisation de 79,2 %. Il est financé par la République gabonaise.

S'agissant du volet infrastructures de transport, le projet s'est concentré sur trois objectifs visant à développer les infrastructures de transport pour favoriser le développement économique et faciliter le déplacement de la population. Dans ce domaine, en dépit des attentes qui restent nombreuses et du retard enregistré par le pays, il convient de relever quelques



La Transgabonaise traverse 6 provinces et s'inscrit dans le « corridor de développement transgabonais ». Ce corridor est l'axe central du pays. Il concerne 70 % de la population totale du Gabon.

avancées notables. L'action publique dans le domaine des routes a enregistré des réalisations concrètes quant à l'aménagement des voiries urbaines dans le Grand Libreville et à l'intérieur du pays. Ces infrastructures, pour la plupart finalisées, ont été réalisées dans des quartiers densément peuplés avec un impact positif sur le quotidien des nombreux usagers de ces voiries urbaines. Il s'est agi également de réhabiliter les voiries provinciales et départementales. Au total, 102,4 km de voiries urbaines ont été réalisés ou sont en cours de réalisation.

L'emblématique projet de la Transgabonaise a été lancé en 2021. Il consiste en l'aménagement, le financement, l'exploitation et la maintenance de la route économique d'un linéaire total de 828 km. La Transgabonaise traverse 6 provinces et s'inscrit dans le « corridor de développement transgabonais ». Ce corridor est l'axe central du pays. Il concerne 70 % de la population totale du Gabon et assure la totalité du transport de mangane et la majorité du transport de grumes. Le projet de la Transgabonaise est scindé en 3 étapes. Les travaux affichent un taux d'exécution de 77 % sur le premier tronçon P24-PK105. Des résultats significatifs peuvent être perçus sur le premier tronçon en travaux, notamment la réduction des temps de trajet et l'amélioration des conditions de circulation.

Il est aussi important de noter que deux rocades sont en cours de construction. La rocade nord et la rocade sud. La construction de la rocade nord, également appelée voie d'accès au nouvel aéroport international de Libreville

(NAIL) est mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) entre l'État et GSEZ Airport, concessionnaire de l'aéroport international de Libreville (AIL).

Cette voie constituera la future voie d'accès au nouvel aéroport international de Libreville, dont le terminal sera désormais situé à l'est du site actuel de l'aéroport. La route projetée permettra également d'améliorer les conditions de circulation entre les communes de Libreville et d'Akanda, et de résoudre les phénomènes de congestion de trafic constatés quotidiennement sur cet axe très fréquenté. Il s'agit d'une voie de contournement de 5,25 km de route en 2 x 3 voies chacune (53 % de taux d'avancement physique).

En vue de prendre en compte les personnes et les activités concernées par le projet, une installation agricole et d'élevage porcin a été développée à Ayémé Plaine (installations d'irrigation, réseaux électriques, etc.) tout comme 62 logements ont été construits à l'Igad à Alibandeng pour accueillir les personnes affectées par le projet et qui ont fait le choix de ce mode de compensation.

Enfin, la rocade sud est mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre l'État et la Banque islamique de développement (BID) au travers du fonds d'investissement Rise Gabon et de sa filiale la Société d'aménagement du Grand Libreville (SAGL). La rocade sud aura un linéaire d'environ 12,7 km en 2 x 2 voies reliant la RN1 à Owendo. L'objectif visé par le projet de construction de la rocade sud reliant la route nationale 1 à Owendo, dite « Owendo Bypass », est le développement économique et social de cette zone via l'optimisation logistique et l'aménagement urbain.

Enfin, trois chantiers routiers majeurs sont en cours de redémarrage : Moanda-Bakoumba (30 km, Sinohydro), Ovan-Makokou (98 km, CFHEC) et Ndendé-Tchibanga (91 km, Covec).

La montée en puissance de l'exploitation minière, notamment dans le secteur du fer, présente de nouveaux défis pour le chemin de fer. Afin de faire face à ces défis, un plan d'augmentation de la capacité (PAC) du réseau transgabonais et des investis-

sements est prévu. L'objectif est d'augmenter la capacité actuelle afin de transporter 7 millions de tonnes supplémentaires par an, passant ainsi de 12 à 19 millions de tonnes transportées d'ici fin 2027. Par la suite, il est prévu une augmentation supplémentaire de la capacité pour atteindre un total additionnel de 10 millions de tonnes transportées par an, passant ainsi de 19 à 29 millions de tonnes transportées. Pour atteindre ces objectifs, il est prévu un renforcement des capacités du chemin de fer en augmentant la taille des trains et en réduisant les distances entre deux gares. De plus, une multiplication des voies croisées est envisagée dans toutes les gares afin d'améliorer la robustesse du réseau face à l'augmentation du trafic et du fret.

Ces résultats et perspectives démontrent la nécessité de regarder au cas par cas en vue de poursuivre les efforts de modification de la trajectoire économique du Gabon.

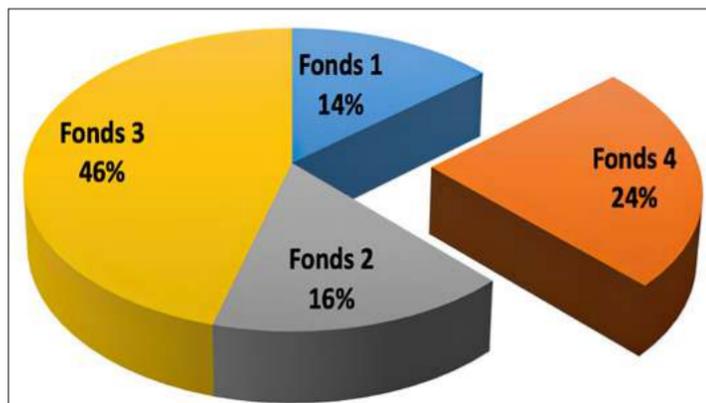
● **L'immobilier**

Dans le domaine de l'immobilier, plusieurs chantiers ont été livrés, notamment le complexe résidentiel Magnolia. D'autres ont repris et affichent des niveaux d'avancement appréciables. Le projet de la Baie des Rois a été relancé. La réforme foncière a été entamée, avec notamment la mesure-phare de l'assainissement de la situation du foncier à Libreville.

● **Le social**

Sur le plan social, la mission du PAT consistait à poser les bases d'un modèle social plus inclusif avec pour ambition d'agir à la baisse sur le nombre de personnes vulnérables. Ainsi, les domaines de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale ont été privilégiés.

Dans ce sens, le Code du travail adopté en novembre 2021 vise à offrir aux employeurs un outil facilitant l'accès à l'emploi, en particulier pour les jeunes. La réforme du Pôle national de promotion de l'emploi (PNPE) a été menée à terme. Elle va permettre aux demandeurs d'emploi, notamment les jeunes, d'accéder à deux types d'insertion : l'emploi salarié et l'auto-emploi. Deux nouveaux bureaux du PNPE ont été ouverts à Ntoum et Koula-moutou. Cette réforme a d'ailleurs permis à 5 589 jeunes de bénéficier d'un accompagnement à l'emploi entre 2020 et 2023. Le projet « Un taxi, un emploi, un avenir » vise à permettre à de jeunes Gabonais de devenir propriétaires d'un taxi. À ce jour, 21 jeunes de la province de l'Estuaire ont bénéficié de ce programme



Par ailleurs, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la formation professionnelle, notamment par la réforme de l'Agence nationale de la formation et de l'enseignement professionnel (Anfep), acteur principal du secteur. Un investissement financier considérable a été entrepris dès le début du deuxième mandat pour combler les lacunes accumulées au fil des décennies.

Il convient de rappeler ici que le Gabon a bénéficié d'un financement de 173 mds de FCFA de la part de la Chine, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement dans le domaine de la formation professionnelle. Ces fonds ont été utilisés pour la construction de 5 grands centres multimédias hautement équipés situés à Nkok, Mvengué et Port-Gentil et offrant des formations dans de nombreux domaines techniques, dont les métiers du bois, du bâtiment, des travaux publics et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Un centre de formation professionnelle dans les métiers du transport et de la logistique a été édifié et cofinancé par le Royaume du Maroc.

En parallèle, des projets de réhabilitation complets ont été entrepris sur le plan national pour 13 lycées techniques et 9 centres de formation professionnelle et de perfectionnement. Ces projets de réhabilitation sont en bonne voie et permettront la création de 11 500 nouvelles places d'apprentissage technique et professionnel à travers tout le pays.

L'ambition portée par l'État ne s'est pas limitée aux infrastructures. En effet, 80 curriculae de formation technique ont été développés dans le but de renforcer l'adéquation entre les compétences acquises par les jeunes et les besoins des employeurs afin de faciliter leur insertion professionnelle et de réduire le chômage. Résultat de ce vaste mouvement de réforme, 53 apprenants issus du Centre international multisectoriel de Nkok sont actuellement en stage d'apprentissage auprès d'un des principaux groupes industriels du pays. La forte demande de formations spécifiques adressées au Cimfep (Centre international multisectoriel d'enseignement et de formation professionnelle) de Nkok témoigne de la pertinence de la mise en place ces dispositifs de formation.

● L'éducation

Les actions entreprises dans le domaine de l'éducation dans le cadre du PAT ont visé à améliorer les capacités d'accueil des établissements scolaires du secondaire et à réformer les curricula et programmes de formation. Dans ce cadre, des projets d'achèvement, d'extension, d'acquisition, de construction et de réhabilitation des établissements scolaires du secondaire ont été engagés depuis 2021, avec certains projets achevés et d'autres en phase d'achèvement.



L'un des défis de cette période de transition pourrait consister à améliorer la gestion globale des projets ainsi que les aspects liés à leur financement afin d'assurer la capacité de l'État à les mener à bien.

Pour moderniser la formation et l'enseignement technique et professionnel, plusieurs initiatives ont été prises, notamment l'harmonisation des diplômes et titres, l'amélioration de la gouvernance des établissements de formation et des centres multisectoriels ainsi que la rédaction des manuels de procédures et des plans de développement stratégique des établissements.

Des actions ont également été réalisées pour accompagner la modernisation pédagogique et la mise en œuvre des réformes, telles que la formation des chefs d'établissement à cette mise en œuvre et au leadership institutionnel, le renforcement des capacités pédagogiques et numériques des enseignants ou la rédaction des manuels de procédures des chefs d'établissement du second degré.

L'évaluation dans ce secteur à ce jour présente des résultats fort satisfaisants : 956 nouvelles salles de classe ont été construites sur les 3 500 prévues, soit 27,31 % ; 2 375 salles de classe ont été réhabilitées. 1 953 enseignants ont été formés (dépassant l'objectif initial de 1 400) ; le taux de réalisation en termes de formations de l'encadrement pédagogique est de 49 %, avec 84 encadrants formés sur les 170 prévus.

● La santé

L'un des objectifs que le pays s'est fixés est celui de contribuer à l'état de bonne santé de la population en mettant en œuvre des projets et des réformes axés sur la prévention et en luttant spécifiquement

contre les déserts médicaux afin de garantir un accès aux soins de santé primaires et d'offrir un cadre de santé communautaire de qualité pour tous.

Pour ce faire, la stratégie sectorielle arrêtée a prévu l'amélioration de l'offre de soins en opérationnalisant les départements sanitaires. Certains chantiers ont été lancés, d'autres livrés. Il s'agit de la construction, de la réhabilitation, de l'extension de plusieurs infrastructures sanitaires, notamment à Léconi, Okondja, dans le Haut-Ogooué, Fougamou, Ndendé, dans la Ngounié, Ovan et Mvadi dans l'Ogooué-Ivindo, Mitzic et Medouneu dans le Woleu-Ntem. Ces projets sont financés par l'État avec le concours de l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre du Programme d'appui au secteur sanitaire (Pass), phase II. Ils complètent un programme étatique comprenant l'achèvement des travaux des hôpitaux départementaux de Ntoundou et Moanda, les hôpitaux de La Peyrie et de Nzeng-Ayong ainsi que l'achèvement de l'Institut des maladies infectieuses sur le site de l'ancien Hôpital pédiatrique d'Owendo, la réhabilitation et le renforcement des plateaux techniques des centres hospitaliers de Franceville, Mouila, Makokou et Oyem. Tous ces travaux seront livrés avant la fin de cette année 2023.

Pour rendre les médicaments et les dispositifs médicaux essentiels disponibles et accessibles à un plus grand nombre, une réforme de l'Office pharmaceutique national (OPN) a été amorcée en 2021. Des pharmacies hospitalières ont été mises en place dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) de Libreville et Owendo, et ce programme sera étendu aux centres hospitaliers régionaux (CHR) et au centre hospitalier universitaire Amissa Bongo de Franceville. Il est important de noter dans ce domaine qu'en 2021, avant la réforme, seuls 20 % des médicaments étaient disponibles dans les structures de santé publique, voire seulement 11 % dans certaines provinces. En 2023, cet indicateur est passé à 50 % avec une réduction de la disparité au niveau des capitales provinciales du fait de la réhabilitation des antennes régionales. Le problème de la disparité demeure dans les

départements et devrait être résolu avec la construction des hôpitaux départementaux.

Au total, à fin 2022, 101 structures hospitalières de soins primaires étaient en cours de réhabilitation pour un taux de réalisation de 67,3 % calculé sur une cible de 150 structures à réhabiliter d'ici 2025.

Enfin, en ce qui concerne le volet affaires sociales, il a poursuivi deux objectifs majeurs : la réforme de la gouvernance des organismes de protection sociale et la mise en place opérationnelle du fonds 4 de la Cnamgs. Ces réformes majeures sont en cours de mise en œuvre. La Caisse compte aujourd'hui 1,750 million d'assurés, soit 76 % de la population totale. L'opérationnalisation de ce fonds permettra d'atteindre la couverture maladie universelle à l'horizon 2024. Elle devrait permettre d'assurer les travailleurs indépendants, les assurés volontaires, les résidents étrangers et les gens de maison. Environ 800 000 personnes devraient contribuer et bénéficier des prestations de ce fonds. Une campagne de sensibilisation et de souscription auprès des populations cibles et parties prenantes impliquées en 2 phases est en cours de lancement.

Quant à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), les bases d'une gouvernance plus moderne ont été posées. La Caisse sera désormais plus flexible dans l'ajustement de ses paramètres pour retrouver un équilibre dans 4 ans si elle maintient les efforts de réduction des charges en cours. Le retard accumulé sur les prestations techniques a été rattrapé à près de 95 %. L'ensemble du modèle doit également rattraper le retard technologique, au-delà du chantier sur le contentieux qui doit également être ouvert, notamment avec les fournisseurs, les salariés CNSS et quelques bénéficiaires des prestations.

● Conclusion

L'un des défis de cette période de transition pourrait consister à améliorer la gestion globale des projets ainsi que les aspects liés à leur financement afin d'assurer la capacité de l'État à les mener à bien. Le défi du finan-

cement revêt une importance prépondérante pour favoriser le progrès économique et social. Il est essentiel d'optimiser les instruments de financement public existants en les unifiant et en digitalisant leurs pratiques, afin d'améliorer la mobilisation des ressources internes tout en renforçant la maîtrise des mécanismes de financement innovants tels que les partenariats public-privé (PPP). De plus, il convient de créer d'autres instruments adaptés aux défis du développement qui nécessitent des ressources à plus long terme pour soutenir le secteur bancaire privé actuel dans le financement des projets structurants.

En ce qui concerne la gestion des projets d'infrastructures, il est important d'améliorer la conception des projets, les procédures de passation des marchés et la qualité de leur exécution.

Du point de vue de la conception des projets, il me paraît essentiel de les prioriser en se fondant sur les documents stratégiques. Le Gabon doit confirmer son engagement envers une approche institutionnalisée de l'État stratège, qui repose notamment sur une vision à long terme régulièrement mise à jour. Dans cette optique, il est nécessaire de mettre en place une structure dédiée à la planification et à la programmation du développement du pays.

Dans le domaine de la passation des marchés, il devient impératif de choisir soigneusement les entreprises et les bureaux d'études chargés du contrôle. Il est également nécessaire d'introduire dans les contrats des clauses prévoyant des pénalités en cas de retard ou d'abandon des chantiers. Cela représente un défi non seulement pour assurer l'efficacité, mais aussi pour garantir l'efficience dans la gestion des finances publiques.

Enfin, il est primordial de suivre quotidiennement l'exécution des projets. Ces derniers sont souvent confrontés à un grand nombre de défauts techniques, d'erreurs et de retards. Le contrôle pendant l'exécution joue donc un rôle central et décisif dans le succès global du projet ●





AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS



Au cœur des transformations de l'Afrique



aglgroup.com



CEDEAO

POURQUOI LA MONNAIE UNIQUE ÉCO NE SERA PAS LANCÉE EN 2027 COMME PRÉVU

La monnaie unique des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ne pourra pas être lancée en 2027 comme l'avaient annoncé les dirigeants de la région en 2021. Outre l'impossibilité de respecter les critères de convergence pour lancer l'éco, le schéma imposé par le Nigeria rend impossible l'avènement de la monnaie unique à cette date et le sujet ne semble plus une priorité.

Par la Rédaction



« Nous avons une nouvelle feuille de route et un nouveau pacte de convergence qui couvrira la période 2022-2026, 2027 étant le lancement de l'éco », avait expliqué Jean-Claude Kassi Brou, président de la commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le 19 juin lors du 59^e sommet ordinaire qui s'est tenu à Accra, au Ghana.

L'éco, monnaie unique des pays de la Cédéao, verra-t-il le jour en 2027 ?

La question mérite d'être posée tant la date qui paraît encore lointaine est tout à la fois si proche, dès lors qu'il s'agit de mettre en place une monnaie unique dans un espace géographique englobant 15 pays et 8 monnaies différentes.

Si 8 pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa), membres de la Cédéao, partagent le franc CFA – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, les 7 autres pays ont chacun sa propre monnaie : le cedi au Ghana, le dalasi en Gambie, le dollar libérien au Libéria, le franc guinéen en Guinée, le leone en Sierra Leone, le naira au Nigeria et l'escudo au Cap-Vert.

Seulement, après l'espoir d'une nouvelle monnaie unique en 2027 né dans le sillage des réformes du franc CFA, c'est désormais l'expectative. La

réforme du franc CFA semble n'avoir accouché que du transfert des réserves en devises du Trésor français vers les pays de l'Uémoa.

Pourtant, les conséquences de la pandémie de covid-19 et, plus récemment, de la crise Russie-Ukraine qui ont ébranlé les économies de la région et ont contribué à la dépréciation de certaines de ses monnaies tout en faisant exploser l'inflation sont autant de critères qui devraient pousser les dirigeants ouest-africains à accélérer la mise en place d'une monnaie régionale bien gérée.

Cependant, l'avènement de la monnaie unique semble s'éloigner au niveau de la Cédéao, en tout cas pour la date fixée à 2027. Après les reports successifs de la monnaie unique en 2003, 2005, 2009, 2015 et 2020, il est quasi certain que 2027 ne sera pas l'année du lancement de la monnaie unique de la Cédéao.

D'abord, pour lancer l'éco, il faudra d'ici 2027 que les pays retrouvent les critères de convergences dits de premier rang pour espérer lancer cette monnaie unique. Il s'agit d'un déficit budgétaire limité à 3 % du PIB, une inflation à 10 % maximum et une dette inférieure à 70 % du PIB. D'autre part, chaque pays doit respecter au moins trois ans de convergence avant que le projet de monnaie unique puisse voir le jour. Plus clairement, tous les pays de la Cédéao doivent respecter les

critères de convergence à partir de fin 2023 et les préserver jusqu'à fin 2026. À titre d'illustration de la difficulté du respect de ces critères de convergence, en 2020, le seul pays de la région à les respecter tous était le Togo.

Hormis le taux d'endettement de 70 % du PIB auquel presque tous les pays de la région, à l'exception du Ghana, satisfont, les critères du déficit budgétaire et de l'inflation resteront difficilement accessibles pour certains pays. En effet, le Nigeria et le Ghana affichent depuis plusieurs années des taux d'inflation à deux chiffres et on voit mal ces deux pays revenir à un taux d'inflation respectant une inflation inférieure à 10 % d'ici fin 2023.

Concernant le déficit budgétaire, la crise liée à la pandémie de covid-19 et celle de l'Ukraine ont fait exploser les dépenses, notamment les subventions (carburants et produits agricoles), creusant les déficits des pays de la région.



L'avènement de l'éco en 2027 est loin d'être un acquis. Au contraire, un énième report semble plus logique.

D'ailleurs, lors de la 58^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Cédéao tenue le samedi 23 janvier 2021, les dirigeants ouest-africains avaient décidé d'exempter les États membres du respect des critères de convergence macroéconomique au cours de l'année 2021 afin de leur permettre de faire face à la dégradation de leurs finances publiques et de favoriser la relance économique.

Seulement, après la pandémie, la crise ukrainienne est venue aggraver la situation. Ainsi, au Ghana et au Nigeria, les taux d'inflation se sont établis respectivement à 53,6 % et 21,82 % en janvier 2023, sur une année glissante ! Certains pays de l'Uémoa qui affichaient des taux d'inflation très bas, comme le Sénégal, frôlent une inflation à deux chiffres.

Au Nigeria, première puissance économique de la région avec environ 75 % du PIB de la Cédéao, à cause de la dépréciation du naira combinée à la stabilité du franc CFA, certains commerçants n'hésitent pas à privilégier cette monnaie régionale comme monnaie refuge du fait de sa stabilité. Cette dernière résulte de son adossement à l'euro avec une parité fixe de 1 euro égal à 656 FCFA. Une situation qui a permis à cette monnaie des pays de l'Uémoa de rester stable vis-à-vis du dollar, avec des fluctuations identiques à celle de l'euro vis-à-vis du billet vert américain.

Dans le même sillage, entre le 31 décembre 2021 et le 13 mars 2023, le cedi ghanéen a perdu plus de 99,84 % de sa valeur, passant de 6,25 cedis à 12,29 cedis pour 1 dollar. Parallèlement, sur la même période, le FCFA ne s'est déprécié que de 5,88 %, ce qui a permis de limiter l'impact inflationniste causé par la dépréciation de la monnaie vis-à-vis du dollar, monnaie de facturation des importations des hydrocarbures et de certains produits agricoles importés par les pays de la région.

Au chapitre du taux d'endettement, celui du Ghana se situe actuellement à plus de 80 % de son PIB. Pire, l'endettement du pays devrait croître avec l'emprunt attendu du Fonds monétaire international (FMI) qui ouvrirait également d'autres perspectives d'endettement auprès d'autres bailleurs de fonds. En attendant, ne pouvant pas rembourser certaines de ses échéances, le pays a suspendu le paiement d'une partie de sa dette. À cause de cette dette, le déficit budgétaire s'est établi à 13,9 % du PIB en 2021, très loin du critère de 3 % fixé comme critère de convergence. Si le taux d'endettement du Nigeria se situe au-dessous de

70 % du PIB, son déficit budgétaire dépasse largement les 3 % du PIB en s'établissant autour de 6,4 %, selon les projections du FMI.

En clair, il est quasiment impossible pour ces deux pays de respecter les critères de convergences dès fin 2023. Or, le Nigeria et le Ghana, qui pèsent environ 80 % du PIB de la région et qui doivent être les locomotives de cette monnaie du fait de leurs poids économique et démographique, ne pourront pas respecter ces critères de convergence dont ils sont très éloignés actuellement.

Ensuite, le schéma adopté à Accra qui veut que l'éco soit lancé par les 6 pays de la Zone monétaire ouest-africaine (ZMOA) qui n'ont pas le FCFA pour monnaie – Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria et Sierra Leone – ne semble pas être le bon choix sachant que ce sont les pays qui sont les plus éloignés des critères de convergence.

Les pays de l'Uémoa ayant le FCFA pour monnaie commune sont beaucoup plus proches des critères édictés. En conséquence, ce sont ces pays qui devraient donner le top départ à l'éco avant que ceux de la ZMOA viennent s'y greffer. Seulement, le poids du Nigeria a beaucoup joué et, il faut le dire, certains dirigeants ouest-africains ne voient pas d'un mauvais œil que le franc CFA continue à circuler au niveau de la région.

Bref, l'avènement de l'éco en 2027 est loin d'être un acquis. Au contraire, un énième report semble plus logique. Pourtant, avec la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), il est urgent pour les pays de la région de lancer la monnaie unique régionale pour doper leurs échanges avec davantage d'équité et éviter ainsi les effets des taux de change qui peuvent bénéficier à certains et en handicaper d'autres.

Pour conclure, sur le terrain, le sujet ne semble plus être la priorité des dirigeants ouest-africains. Le statu quo semble faire l'affaire de tout le monde. Le Nigeria n'a jamais montré d'intérêt pour cette monnaie unique alors que les dirigeants de la zone CFA semblent s'accommoder de cette monnaie qui, il faut le souligner, a permis d'atténuer l'inflation au niveau des pays de l'Uémoa.

Il faudra désormais attendre l'arrivée du nouveau président nigérian Bola Ahmed Tinubu à la tête de la première puissance économique de la région pour avoir une idée sur la volonté réelle du Nigeria à être le moteur d'une monnaie unique régionale. ●

LA ZONE D'INVESTISSEMENT SPÉCIALE DE Nkok EN QUELQUES CHIFFRES

La zone d'investissement spéciale de Nkok (anciennement zone économique spéciale de Nkok) a été la première zone industrielle à voir le jour au Gabon.

Communiqué

En 2022, 144 entreprises de 17 pays y opèrent dans 22 secteurs industriels, y compris la Raffinerie gabonaise de l'or, qui est la première raffinerie d'or de la région Cemac, et un cluster dédié à la transformation du bois. Elle abrite un guichet unique avec 22 bureaux administratifs et représente 3 500 000 m³ de bois transformé et 622 026 m³ d'exportations au total.

La filière bois

La ZIS de Nkok devance le reste du Gabon dans la production de placage et de contreplaqué.

Bien qu'elle exporte moins en volume, elle apporte davantage de valeur aux exportations nationales et au PIB grâce à ses produits à haute valeur ajoutée. Elle fournit 60 % du bois transformé en 2022 contre 44 % avant 2020.

Au Gabon, la croissance du secteur du bois se traduit par une augmentation du chiffre d'affaires, 184 m^{ds} de F CFA en 2014 contre 704 m^{ds} en 2022.

Gabon Special Economic Zone (GSEZ) contribue à :

- 13 % de la production nationale de sciages ;
- 31 % de la production industrielle ;
- 40 % des exportations en volume ;
- 61 % de la production de placages ;
- 69 % de la production de contreplaqué.

En 2022, le Gabon est :

- 1^{er} producteur de feuilles de placage en Afrique ;
- 3^e producteur de sciages en Afrique ;
- 4^e producteur de contreplaqué en Afrique ;
- 6^e producteur mondial de feuilles de placage.

La contribution globale de la filière bois au PIB gabonais est passée de 1,6 % en 2010 à 3,9 % en 2022, avec une valeur de 489 m^{ds} de FCFA en 2022. La réforme du modèle économique de cette filière a permis à cette industrie d'augmenter son poids relatif dans le secteur secondaire qui est passé de 4 % en 2010 à 9,4 % en 2022. Chanta-Gabon, l'une des entreprises installées dans la ZIS de Nkok, est en voie de devenir le plus grand hub de contreplaqué en Afrique. Sa capacité de production annuelle est de 150 000 m³.

La ZIS de Nkok consomme moins de matières premières tout en apportant davantage de produits à valeur ajoutée grâce

à un taux de conversion plus élevé et une troisième transformation plus élevée. Elle atteint un taux de conversion plus important grâce à la 2^e et à la 3^e transformation. L'usine de panneaux de particules augmentera encore ce taux.

L'environnement

GSEZ est la première zone industrielle africaine neutre en carbone. GSEZ a reçu la certification ISO 14064-1 de neutralité carbone pour 2019, 2020 et 2021, 2022 est en cours. L'accréditation fournit une évaluation par une tierce partie de l'impact carbone et des compensations de GSEZ.

- Nous augmentons l'utilisation du bois grâce à la gestion des déchets de bois. Notre usine de panneaux de particules de bois fabrique des panneaux à partir de déchets de bois compressés et collés selon un processus industriel. Cette usine est en voie d'obtenir l'approbation méthodologique de Verra pour 30 000 crédits carbone ;

- Nous décarbonons les transports grâce à des infrastructures telles que la zone logistique multimodale et encourageons l'utilisation de véhicules électriques : nous avons acquis des vélos électriques dans la zone et encourageons les entreprises à s'équiper de plus de véhicules électriques ;

- Les lampadaires des rues ont été remplacés par des éclairages LED ;

- Certaines entreprises de la ZIS de Nkok utilisent désormais des chariots élévateurs électriques ;

- Nous examinons la possibilité de convertir les camions diesel en camions à gaz. Ce remplacement de la flotte est prévu au cours des cinq prochaines années ;

- Nous développons également des projets de transformation des déchets de bois en énergie afin de réduire la production de méthane – dans nos autres ZIS ;

- Nous préservons les mangroves et reconstruisons celles qui ont été détruites par l'urbanisation ;

- Nous encourageons les entreprises et les concessions forestières à obtenir la certification FSC en se conformant aux règles pour des opérations et des produits plus responsables, durables et crédibles :

- 1 505 566 ha au total certifiés d'ici 2026 ;
- 922 837 ha déjà certifiés depuis 2021 ;

- Nos zones disposent d'entités indépendantes au sein de la ZIS



de Nkok qui filtrent les grumes entrant dans la zone économique afin de s'assurer que tout le bois entrant est légal, traçable et responsable.

Le social

En termes de création d'emplois directs dans la filière bois au Gabon au cours des 12 dernières années, la ZIS de Nkok représentait 16% des emplois privés formels et était le 1^{er} employeur privé du pays en 2020.

En 2022, la filière bois au Gabon représentait 12 565 emplois : 3 681 dans le secteur forêt et 8 884 dans l'industrie du bois, dont 4 517 venant de la ZIS de Nkok.

La création d'emplois dans la filière bois a augmenté de 117 % entre 2010 et 2022 et représente 8 884 emplois en 2022 contre 4 095 en 2010 (+4 789 depuis 2010).

Depuis le lancement de GSEZ à ce jour, les zones d'investissement spéciales ont créé sous leur gestion au total 8 000 emplois directs et 12 000 emplois indirects au Gabon ●



COMMUNIQUÉ

COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE (CPM) DE LA BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

La BEAC a tenu sa 3^e session ordinaire de l'année le lundi 25 septembre 2023 à Douala (République du Cameroun), sous la présidence de Monsieur Abbas Mahamat Tolli, gouverneur de la BEAC, son président statutaire.

Au cours de cette session, le CPM a examiné l'évolution récente de la conjoncture économique ainsi que les perspectives macroéconomiques, tant au niveau international que sous-régional.

Sur le plan international, l'activité économique mondiale devrait ralentir en raison des contreperformances du secteur manufacturier dans les économies avancées, de la faiblesse du secteur immobilier en Chine et du durcissement des conditions monétaires dans la plupart des économies avancées et émergentes. En effet, selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées en juillet 2023 par le FMI, la croissance mondiale, estimée à 3,5 % en 2022, devrait revenir à 3,0 % en 2023 et 2024. Parallèlement, les tensions inflationnistes devraient s'atténuer, avec un taux d'inflation qui ressortirait à 6,8 % en 2023 et 5,2 % en 2024, après 8,7 % en 2022.

Sur le plan sous-régional, les perspectives macroéconomiques et financières restent marquées par :

i) une croissance économique qui reviendrait de 2,8 % en 2022 à 2,5 % en 2023, grevée principalement par un recul plus important de l'activité pétrolière (-1,3 % en 2023 contre -0,7 % en 2022) ;

ii) des tensions inflationnistes qui resteraient élevées, autour de 5,7 % en moyenne annuelle en 2023, mais en baisse à partir du 3^e trimestre de l'année ;

iii) un excédent du solde budgétaire, hors dons, en repli de 2,4 % du PIB en 2022 à 1,7 % du PIB en 2023, et une dégradation de celui du compte courant, dons officiels compris, qui reviendrait à 0,5 % du PIB en 2023 après 5,7 % en 2022 ;

iv) une augmentation de la masse monétaire de 9,3 %, contre 13,5 % en 2022 ;

v) une progression des réserves en devises de 14,6 % qui se situeront à 7 850,8 m^{ds} de F CFA à fin 2023, correspondant à un taux de couverture extérieure de la monnaie de 78,5 % contre 73,1 % en décembre 2022 et des réserves d'importations de biens et services de 5,23 mois en 2023 contre 4,94 en 2022 ;

vi) la poursuite du dynamisme des opérations sur le marché primaire des valeurs du trésor marquée par une augmentation des créances détenues par les investisseurs de 17,8 % à un montant nominal 5881,5 m^{ds} en juillet 2023, ainsi que la vigueur du marché secondaire avec 1 229 opérations d'achat-ventes de titres pour un volume de 3 327,7 m^{ds}.

Ainsi, au regard des évolutions économiques et financières caractérisées au niveau International par des incertitudes fortes, et au niveau sous régional par :

i) des perspectives macroéconomiques plutôt favorables ;

ii) une position extérieure confortable ;

iii) une inflation persistante au-dessus de la norme communautaire de 3 %, mais en ralentissement progressif.

Ainsi le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir inchangés : le taux d'intérêt des appels d'offres à 5,00 % ; le taux de la facilité de prêt marginal à 6,75 % ; le taux de la facilité de dépôt à 0,00 % ; et les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme ●

COMMUNIQUÉ

LA CEMAC REND COMPTE DU PROGRAMME DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

La Commission économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) organise la Table ronde de Paris sous l'égide du président de la République du Congo et président dédié du Programme des réformes économiques et financières de la Cemac, Denis Sassou Nguesso. La rencontre prévue les 28 et 29 novembre 2023 a pour objectif de mobiliser des financements pour la mise en œuvre des treize projets du deuxième programme.

La Cemac se réjouit de la progression satisfaisante du plan d'exécution du 1^{er} programme de projets intégrateurs prioritaires de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. Les financements mobilisés lors de la Table ronde de Paris de novembre 2020 ont effectivement démarré, enregistrant ainsi des avancées notoires moins de trois ans après cette table ronde qui a permis de lever 3,8 m^{ds} d'euros sur 3,3 m^{ds} recherchés. Huit des onze projets en cours sont déjà réalisés.

Fort de ce succès, la 15^e session ordinaire de la conférence des chefs d'État de la Cemac a adopté le 17 mars 2023 à Yaoundé une 2^e génération de 13 projets intégrateurs prioritaires de la Cemac.

Ces projets ont été sélectionnés par le comité ministériel de pilotage du Pref-Cemac selon un processus rigoureux fondé sur leur degré de faisabilité, de maturité et de durabilité. Les fiches techniques de ces 13 projets élaborés conformément aux exigences et normes requises sont disponibles.

La Table ronde de Paris prévue les 28 et 29 novembre 2023 a pour objectif la mobilisation des financements pour la mise en œuvre des 13 projets contenus du programme du Pref-Cemac dans sa 2^e phase. Leur coût total est estimé à 8 835,875 millions d'euros. Sur ce montant, 1 513,701 millions d'euros, soit 17,13 % du coût total, ont déjà été mobilisés. Le financement à rechercher se chiffre à 7 322,174 millions d'euros, soit 82,87 % du coût total.

Au titre de ce 2^e programme, l'ambition des instances décisionnelles de la Cemac et des États membres est de diversifier les sources de financement en mettant un accent particulier sur les ressources concessionnelles, la *blended finance* (ou financement mixte) et les partenariats publics et privés, dans le respect des ratios de viabilité des dettes publiques des pays de la Communauté.

Les financements mobilisés au cours de cette table ronde permettront aux pays de la zone Cemac :

i) de mettre en place les infrastructures de transport, d'électricité et de télécommunications sans lesquelles aucun décollage économique n'est envisageable ;

ii) de renforcer la résilience des économies de la sous-région face aux chocs futurs ;

iii) de développer les échanges intracommunautaires pour garantir la sécurité alimentaire et tirer davantage profit de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ;

iv) de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, à l'amélioration de l'emploi et des revenus, notamment des jeunes, des ruraux et des femmes ;

v) et enfin, de renforcer l'appui technique et financier aux industries de transformation locale des ressources naturelles, notamment le bois, et l'accélération de l'industrialisation des économies de la sous-région.

DEUX JOURS DE CONFÉRENCES ET DE RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

Lors de panels de haut niveau et de moments de networking, les décideurs économiques et politiques de la zone Cemac présenteront aux bailleurs de fonds et développeurs de projets 13 projets structurés autour de quatre axes :

i) le développement des infrastructures physiques en soutien au développement et à la compétitivité des économies de la sous-région ;

ii) le renforcement de la production d'une énergie stable, bon marché et accessible aux populations de la Cemac ;

iii) la promotion du marché unique pour renforcer l'intégration commerciale ;

iv) la diversification économique propice à la densification de la base productive, à la protection de l'environnement, à la croissance inclusive et au développement.

UNE TABLE RONDE QUI RENFORCERA LES ACQUIS DE LA TABLE RONDE DE 2020

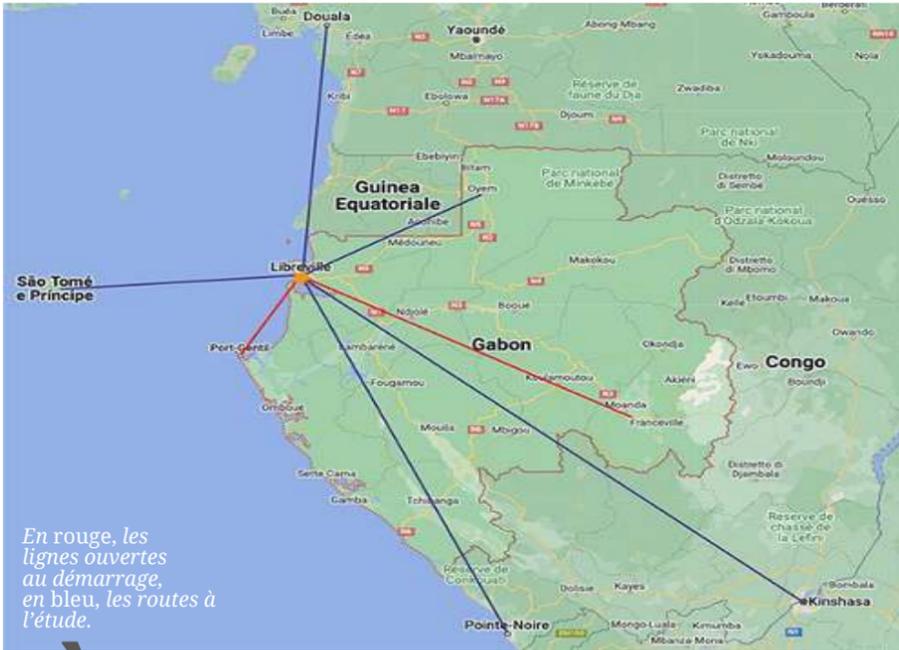
La table ronde sur le financement des projets intégrateurs de la Cemac est le rendez-vous international des partenaires techniques et financiers, des pays amis, des bailleurs de fonds, des investisseurs internationaux publics et privés pour le financement de projets régionaux intégrateurs prioritaires sélectionnés par le comité ministériel de pilotage du Pref-Cemac.

« Dans la continuité du succès de la table ronde sur le 1^{er} programme de projets intégrateurs, le 2^e programme offre une plateforme unique pour saisir de nouvelles opportunités d'investissements dans la zone Cemac et accompagner la région dans sa trajectoire de croissance enclenchée par la mise en œuvre des projets du premier programme. » C'est par ces mots que Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'Économie et des Finances de la République du Congo, président du comité de pilotage du Pref-Cemac, a annoncé la table ronde qui vise à donner un coup d'accélérateur à la concrétisation de la vision exprimée par les États membres de la Cemac : faire de la Cemac un espace économiquement intégré, socialement prospère et culturellement riche. Un espace où la sécurité et la paix règnent durablement en se fondant sur l'État de droit, la bonne gouvernance et la démocratie, par la création d'une communauté moderne, ouverte à l'innovation et à la technologie, unie, solidaire et tolérante, contribuant efficacement à l'amélioration constante de la qualité de vie de toutes les populations et à tous les niveaux ●

AFRICA UNITED AIRLINES

Cette compagnie commerciale gabonaise entre sur le marché du transport aérien

Par Anne-Marie Jobin



En rouge, les lignes ouvertes au démarrage, en bleu, les routes à l'étude.

À l'heure où ces informations sont publiées, deux destinations sont effectives au départ de son hub de Libreville, vers Port-Gentil et Franceville. L'aménagement des horaires est intelligemment étudié. Quant aux tarifs appliqués, ils permettent à une plus large couche sociale de se rapprocher des villes intérieures du pays. L'augmentation de l'offre de mobilité a toujours été un moteur de l'amélioration des relations sociales et économiques. Africa United Airlines veut jouer un rôle de premier plan dans la transformation du pays, avec une approche proactive et modérée. Cette alternative très attendue répond à une demande croissante du marché du transport. Africa United Airlines est le département commercial dédié aux avions d'Avantis Aviation & Services, société spécialisée dans le transport des personnes et du matériel par hélicoptère au Gabon et dans la sous-région, fruit d'un partenariat italo-gabonais d'une douzaine d'années. Plus de 90 % du personnel est gabonais. La base opérationnelle se trouve à Libreville, à l'aéroport international Léon Mba où sont effectués les travaux d'entretien et de contrôle de la flotte par du personnel spécialisé et certifié. Cinq agences sont ouvertes : Libreville, Port-Gentil, Moanda, Franceville, Mvengue. Dans un très proche avenir, cette compagnie reliera les principales villes intérieures du Gabon. D'autres destinations sont d'ores et déjà à l'étude : Douala, Kinshasa et Pointe-Noire dans la sous-région •



JE SUIS LÀ !

AFRICA UNITED AIRLINES
votre partenaire qui simplifie
et redéfinit vos déplacements

Signé, La Dame dans le Ciel



AGENCE DE MOANDA

moanda@africaunited-airlines.Com
+241 (0) 77 24 30 30 - +214 (0) 60 24 30 30
☎ +241 07 24 30 30

AGENCE DE FRANCEVILLE

franceville@africaunited-airlines.Com
+241 (0) 65 83 53 53 - +241 (0) 74 83 53 53
☎ +241 05 83 53 53

AGENCE DE PORT-GENTIL

portgentil@africaunited-airlines.Com
+241 (0) 77 43 34 34 - +214 (0) 65 43 34 34
☎ +241 07 43 34 34

AGENCE DE LIBREVILLE

libreville@africaunited-airlines.Com
+241 (0) 77 07 31 31 - +241 (0) 60 07 31 31
☎ +241 07 07 31 31

VOYAGER AUTREMENT.

INFORMATIONS & RÉSERVATIONS : WWW.AFRICAUNITED-AIRLINES.COM



Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

Votre Mensuel

CE N'EST PAS QU'UN JOURNAL

AUTRES ACTIVITÉS



ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Prise en charge de la conception, des préparatifs et de l'organisation matérielle et logistique (forums, séminaires, inaugurations...) dans le cadre de prestations de service à l'attention des particuliers et/ou des professionnels.



RÉALISATION AUDIOVISUELLE

La production audiovisuelle, la conception, la réalisation, le tournage d'un clip vidéo, d'une publicité, d'un reportage, d'un webinaire... avec les moyens techniques appropriés : caméras, drones...

RÉALISATION ET ANIMATION DE WEBINAIRE

Ces réunions collectives directes via internet facilitent le travail collaboratif entre différents interlocuteurs. Ce moyen interactif est aujourd'hui un processus d'organisation de réunion qui permet un gain de temps et qui limite les coûts de déplacements.



CRÉATION GRAPHIQUE ET IMPRESSION NUMÉRIQUE

Conception et impression des supports de communication : plaquette, flyers, affiches, carte de visite, bloc note, magazine, brochure

☎ +241 (0) 62 18 77 18

✉ echosdeleco@gmail.com

🏠 144 - Floria 3 - Libreville Gabon

POINT DE PRESSE DU CONSEILLER SPÉCIAL, PORTE-PAROLE DE LA PRÉSIDENTIE DE LA TRANSITION MONSIEUR MAX OLIVIER OBAME NDONG - 30 SEPTEMBRE 2023



Max Olivier Obame Ndong,
porte-parole de la Présidence de
la Transition

Nous inaugurons cet après-midi le rituel républicain de la communication publique. Et comme vous le savez, parler, c'est éclairer, parler c'est expliquer ce que l'on fait. Depuis le 30 août 2023, notre pays est dans une mutation fondamentale de ses valeurs, de ses institutions. Une aube nouvelle s'ouvre à nous tous, faite d'espoir et de perspectives heureuses.

L'histoire, c'est la rencontre d'une volonté et d'un événement. C'est à la fois pour nous, Gabonais, qui avions perdu tout espoir d'un futur rassurant, l'audace d'espérer et le changement réel grâce au courage de nos forces de défense et de sécurité.

Il y a en effet un mois que le Comité pour la transition et la restauration des institutions préside aux destinées de notre pays et les décisions prises depuis sont considérables tant elles sont le fruit de l'action et de la concertation.

Depuis le 30 août, le président de la transition, chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, s'est mis au service de ses compatriotes en consultant les forces vives de la nation pour écouter et expliquer sa vision d'un nouveau Gabon. On peut citer pêle-mêle :

- La saisie auprès de certains citoyens d'importantes sommes d'argent dans leurs domiciles, soit plusieurs centaines de milliards de nos francs ;

- La saisie de plusieurs centaines de véhicules cachés et détournés ;

- La mise en place des institutions transitoires : la cour constitutionnelle, le bureau du Sénat, le bureau de l'Assemblée nationale ;

- La constitution d'un gouvernement restreint, le plus restreint depuis la conférence nationale, avec 27 ministres. Un gouvernement de large ouverture qui intègre toutes les sensibilités : des membres de la diaspora, de la société civile, des forces de défense et de sécurité, des générations différentes et des personnes expérimentées ;

- La nomination d'un vice-président de la République ;

De même, en se mettant à l'écoute de la nation, le président de la transition a reçu à cœur ouvert toutes les forces vives de la nation :

- Les chefs de partis politiques ;
- Les dignitaires de la République ;
- Les sages de la Nation ;
- Les confessions religieuses ;
- La société civile ;
- L'administration ;
- Les médias ;
- Les magistrats ;
- Les syndicats ;
- Les anciens candidats à l'élection présidentielle d'août 2023 ;

A partir de ces consultations, des décisions importantes ont été prises, notamment dans les secteurs de l'éducation pour soutenir les parents d'élèves à l'aube de la rentrée des classes :

- Le déblocage avec effet immédiat de 1 000 postes budgétaires pour les enseignants ;

- La gratuité des frais d'inscription dans les établissements publics et confessionnels ;

- Le rétablissement de la bourse dans le secondaire.

Dans le même souci d'une vision nouvelle et afin de matérialiser sa politique de dialogue, le président de la Transition, chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema a reçu :

- le président de la République centrafricaine, facilitateur de la CEEAC, Son Excellence Faustin Archange Touadera ;

- La secrétaire générale du Commonwealth Patricia Scotland ;

- Le représentant résident du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale ;

- Un émissaire du président de la République du Tchad ;

Il a également mandaté son Premier ministre pour traduire sa volonté lors de l'Assemblée générale des Nations unies à New York et pour le représenter lors du sommet du G77 à Cuba avant d'effectuer lui-même son premier voyage officiel à l'étranger, à Malabo, auprès du doyen des chefs d'État de la Cemac, son Excellence Téodoro Obiang Nguema Mbazogo.

Comme vous pouvez le constater, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, le président de la transition, travaille avec dévouement à la restauration de l'image du Gabon et des institutions de la République.

Sa gouvernance participative consiste à dialoguer avec l'ensemble des couches de la population afin d'avoir un diagnostic réel des problèmes auxquels ses concitoyens sont confrontés et de déterminer dans quelle mesure adapter des réponses appropriées dans une logique d'ensemble ou sectorielle à court, moyen et long terme.

Aussi, il était également urgent de mettre en marche le pays à travers la désignation d'hommes et de femmes, civils et militaires, ayant des valeurs en commun, notamment la compétence, des femmes et des hommes venant de tous les coins du Gabon qui ont fait leurs preuves dans l'exercice de leurs fonctions. Les mesures individuelles du Conseil des ministres d'avant-hier répondent donc à une situation d'urgence et il était impérieux de mettre le pays en situation de suivre.

Depuis plusieurs années, les règles régissant certaines fonctions dans notre pays

n'étaient plus respectées. Ni respect des critères d'âge, des critères d'ancienneté. Des cadres ont accédé à des fonctions sans répondre à des normes précises à cause du copinage, du clientélisme, du favoritisme, du népotisme. Et notre administration, fondement de notre État, s'est affaïssée et affaiblie.

Le chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a donc pris des mesures qui tiennent compte de l'ouverture, mais aussi de l'expérience. Parce qu'il a avant tout conscience qu'une administration, c'est un esprit, des services et une pratique.

Il faut donc une administration inclusive, élargie, qui intègre toutes compétences, tous les savoir-faire et les savoir-être. Dans ce cadre, un certain nombre de textes aussi bien au niveau du ministère des Comptes publics qu'au ministère de l'Économie ont été révisés afin justement de permettre l'inclusion des compétences avérées de l'armée, où existent des profils correspondant aux besoins, des personnes compétentes et qualifiées pouvant servir avec probité dans les directions générales de l'administration centrale.

Cette mesure ne répond qu'à un seul objectif : **l'efficacité, le contrôle strict des procédures, la discipline budgétaire et surtout, un fonctionnement efficient de l'administration.**

Le président de la transition, chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a également ordonné la reprise de la Task force. Il s'agit d'une opération pour la restauration de la dignité du Gabonais parce que tous ceux qui ont obtenu des marchés publics n'ont pas respecté notre pays. Ils ont reçu des financements, ils ont bâclé le travail pour la plupart et n'ont pas daigné répondre aux préoccupations des citoyens. De l'argent reçu pour un travail non réalisé.

Pour la dignité du Gabon, ces hommes et ces femmes doivent venir terminer le travail pour lequel ils ont été payés, parfois de façon surfaturée. Il est important que chacun intègre désormais que la récréation est bel et bien terminée et que plus jamais ce genre d'agissements ne doit être une réalité dans notre pays.

Les plus grandes batailles de la vie ne sont pas gagnées par les plus forts, ni par les plus rapides, mais par ceux qui n'abandonnent jamais. Et le président de la transition est de ceux qui n'abandonnent jamais. Le Gabon, comme la météo, progressera par temps clair ou par temps couvert, mais chaque fois il percera les nuages de l'avenir.

Soyez-en sûrs, dans l'exercice de sa fonction de président de la transition, il n'y aura pour le général Brice Clotaire Oligui Nguema ni pause, ni répit, ni reniement, pour paraphraser un ancien Premier ministre français •



IX.Advisor
CONSULTING SERVICES

« Notre passion,
votre performance. »

AMBITIONS

Guidés par l'innovation, déterminés par l'excellence, nous nous engageons à être des partenaires de succès des organisations publiques comme privées.

Notre ambition est d'inspirer et d'accompagner l'excellence dans chaque aspect de la gestion des organisations, en façonnant l'avenir du succès stratégique et financier de nos clients.

SERVICES

- 📁 Conseil en management
- 📁 Conseil en Stratégie
- 📁 Audit IT
- 📁 Audit Comptable & Financier
- 📁 Audit Organisationnel
- 📁 Audit de maturité pour la mise en place d'un SMQ ISO 9001
- 📁 Analyse stratégique / Revue de Risk Management ISO 31000
- 📁 Aide à la création d'entreprise / Business Plans
- 📁 Gestion de projets
- 📁 Formation et Conduite du changement.

CONTACTS

+241 060 25 16 16

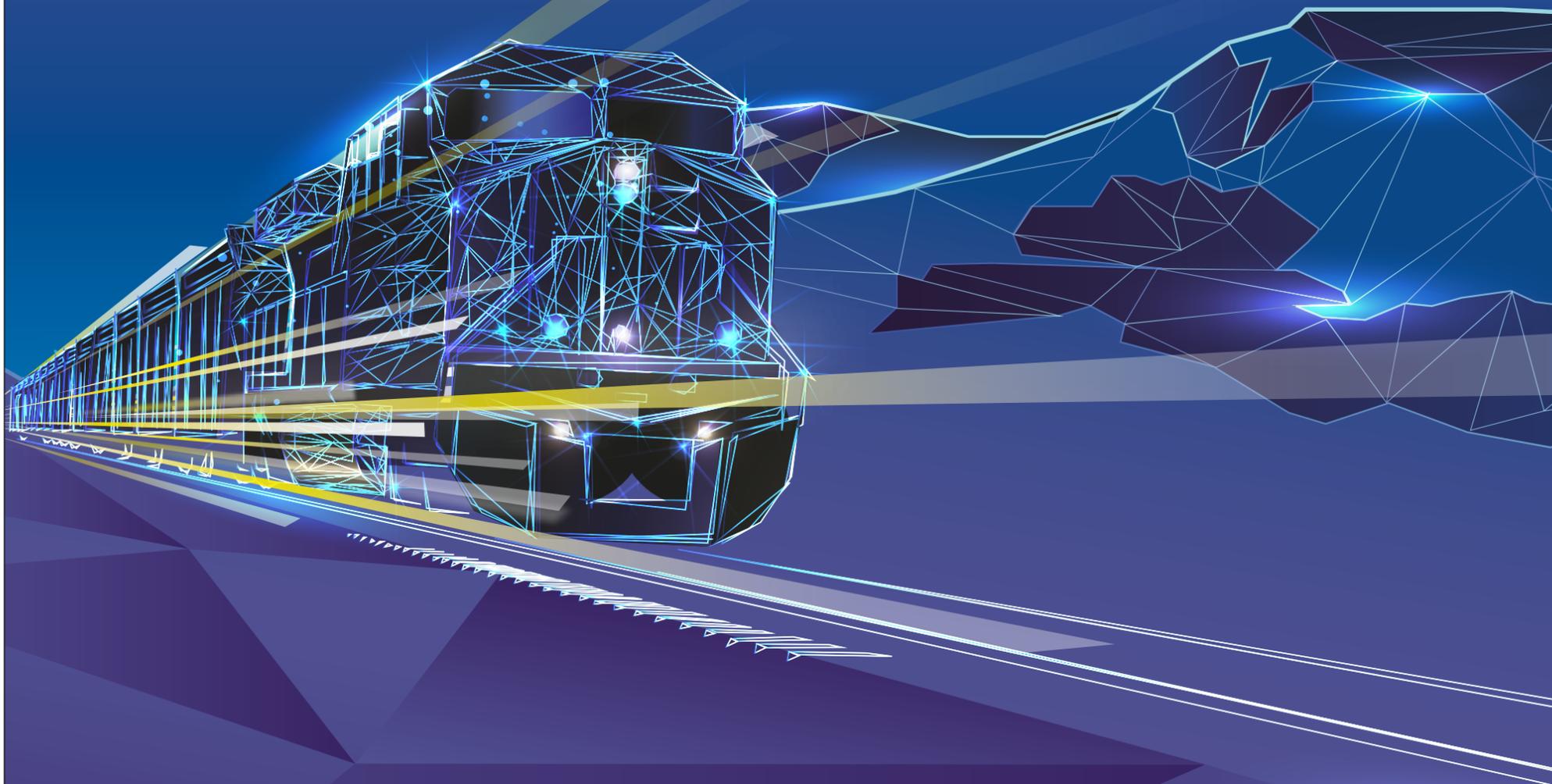
infos@ixadvisor.com

IX. Advisor



Scannez pour
consulter notre page
LinkedIn

Un chemin de fer de classe mondiale, pour soutenir le développement économique national.



Les gares du Transgabonais

Owendo Virié - Essassa - N'Toum - Andem
M'Bel - Oyan - Abanga - N'Djole - Alembe
Otoumbi - Bissouma - Ayem - Lope
Offoue - Booue - Ivindo - Mouyabi - Milole
Lastourville - Doume - Lifouta
Mbougou-Mbadouma - Moanda - Franceville



setrag.eramet.com



ENVOIS DE FONDS DES DIASPORAS

UNE MANNE FINANCIÈRE COLOSSALE DONT L'AFRIQUE POURRAIT TIRER MEILLEUR PARTI

Bien que leur volume dépasse celui de l'aide publique au développement et même des investissements directs étrangers, les envois de fonds des migrants africains ne contribuent que marginalement au financement du développement et à la création de richesse sur le continent.

Par la Rédaction



Intitulé « La gestion anarchique des envois de fonds des diasporas », le rapport précise que les transferts financiers des diasporas africaines sont passés de plus de 67 m^{ds} de dollars en 2016 à 86 m^{ds} en 2019. Après un léger recul en 2020 dans un contexte de crise sanitaire mondiale (84 m^{ds} de dollars), ils ont atteint plus de 97 m^{ds}, selon les estimations disponibles pour l'année 2022.

En Afrique comme dans la plupart des pays en développement, les remises migratoires ont ainsi dépassé les flux de l'aide publique au développement (APD) et même ceux des investissements directs étrangers (IDE). D'après les données de l'OCDE, les flux nets de l'APD bilatérale vers l'Afrique ont atteint 35 m^{ds} de dollars en 2021, ce qui représente à peine le tiers des fonds reçus par les familles des travailleurs migrants au cours de la même année.

Les remises migratoires représentent d'ailleurs des parts importantes du produit intérieur brut (PIB) de plusieurs pays du continent : 28,9 % en Gambie, 23 % au Lesotho, 21,1 % aux Comores, 14,1 % au Cap-Vert et 10,4 % en Guinée-Bissau.

L'Égypte et le Nigeria, principaux récipiendaires

Le rapport élaboré par notre confrère Moutiou Adjibi Nourou indique également que l'Égypte est depuis 2017 le premier pays récipiendaire des transferts de la diaspora en Afrique. En 2022, ce pays d'Afrique du Nord a reçu 28,3 m^{ds} de dollars de sa diaspora, soit 29 % de l'ensemble des remises migratoires enregistrées sur le continent.

L'Égypte est suivie par le Nigeria qui a reçu 20,1 m^{ds} de dollars, soit près de 21 % du total des envois de fonds de la diaspora africaine. Viennent ensuite le Maroc (11 m^{ds}), le Ghana (4,6 m^{ds}) et le Kenya (4 m^{ds}).

Une analyse des fonds reçus par ces cinq principaux pays de destination (Égypte, Nigeria, Maroc, Ghana, Kenya) permet d'établir une cartographie des principaux expéditeurs. L'Égypte reçoit

des fonds essentiellement des pays du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis et le Qatar. Les États-Unis sont le premier pourvoyeur de rémittance vers le Nigeria. En ce qui concerne le Maroc, le Ghana et le Kenya, cette place est respectivement occupée par la France pour le premier et les États-Unis pour les deux autres.

portant sur 4 pays d'Afrique subsaharienne montre que les volumes des transferts de fonds informels varient entre 25 et 80 % à cause des coûts élevés des canaux formels. Les expéditeurs ont dû payer une moyenne de 8 % pour envoyer 200 dollars vers les pays africains au cours du quatrième trimestre 2022, contre 7,8 % au quatrième trimestre 2021. Ces coûts peuvent cependant aller jusqu'à 35 % dans certains corridors.



Au-delà des frais élevés pratiqués par les opérateurs qui dominent le marché des transferts, les remises migratoires représentent une manne financière mal utilisée sur le continent.

Mais contrairement à une idée répandue selon laquelle les migrants africains enverraient de l'argent vers leur pays d'origine systématiquement à partir de l'Europe ou des États-Unis, plusieurs pays du continent tirent l'essentiel de leurs remises migratoires de diasporas installées dans d'autres pays du continent. À titre d'exemple, l'Afrique du Sud est le principal pays pourvoyeur de remises migratoires vers le Lesotho. Au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa), 6 pays sur 8 tirent leurs remises migratoires principalement d'autres pays africains. En effet, seuls le Sénégal et la Guinée-Bissau ont pour principale source d'envoi de fonds de la diaspora un pays non africain, la France pour le premier et le Portugal pour le second.

Mais au-delà des frais élevés pratiqués par les opérateurs qui dominent le marché des transferts transfrontaliers de fonds comme Western Union et MoneyGram, les remises migratoires représentent une manne financière mal utilisée sur le continent. Les transferts d'argent réalisés par la diaspora africaine constituent souvent une ressource vivrière pour les familles qui les perçoivent. D'autant plus qu'ils sont essentiellement orientés vers des dépenses de consommation courante comme les achats de nourriture et le paiement des frais de scolarité. De ce fait, ces ressources ne contribuent que marginalement au financement des projets d'investissement et à la création de richesse.

Pour mieux exploiter le potentiel des diasporas africaines, le rapport recommande notamment d'élargir les bases de données disponibles sur les transferts financiers des migrants vers l'Afrique et de favoriser une concurrence loyale entre les opérateurs actifs sur le segment des transferts de fonds à l'heure où des fintechs très agiles comme Wave, Sendwave, M-Pesa et Orange Money affichent leurs intentions de gagner de plus en plus de parts de marché en proposant des services moins coûteux.

Source Ecofin

PROVENANCE NUMÉRO 1 DES RÉMITANCES POUR CHAQUE PAYS DE L'UEMOA (2021)

PAYS EXPÉDITEUR N°1	MONTANT	PAYS RÉCÉPTEUR
BURKINA FASO	145 millions \$	CÔTE D'IVOIRE
NIGERIA	161 millions \$	NIGER
NIGERIA	106 millions \$	BÉNIN
NIGERIA	171 millions \$	TOGO
CÔTE D'IVOIRE	469 millions \$	BURKINA FASO
FRANCE	705 millions \$	SÉNÉGAL
CÔTE D'IVOIRE	378 millions \$	MALI
PORTUGAL	63 millions \$	GUINÉE BISSAU

ecofin PRO Source: KIMINDA (bilateral remittances matrix) <https://www.kiminda.org/data/remittances/>

Les frais élevés encouragent les canaux informels

Le rapport souligne d'autre part que les transferts des migrants vers l'Afrique sont sous-évalués en raison de la faiblesse des données disponibles et de l'utilisation de canaux informels pour les envois d'argent comme les transferts en numéraire. Une étude de la Banque africaine de développement



Version PDF
du journal téléchargeable

www.echosdeleco.com



JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME AU GABON :

VERS LA RESTAURATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE

La célébration mercredi 27 septembre 2023 de la journée mondiale du tourisme sur le thème du : « Tourisme pour les investissements verts », qui se situait dans le prolongement de celle de l'année dernière qui s'intitulait : « Repenser le tourisme », fut l'occasion pour Monsieur Pascal Ogowe Siffon, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, d'indiquer les grandes lignes de la politique de son département administratif.

Par la Rédaction

En effet, au cours de son allocution, le ministre a déclaré que les ambitions du Gabon dans ce secteur rejoignent les préoccupations de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) pour que cette corporation contribue au développement et à la croissance économique des pays membres.

Les cadres institutionnels et les instruments pour y parvenir existent déjà, en particulier le Conseil national du tourisme ainsi que les différents regroupements professionnels des acteurs du secteur. Le CTL, Club touristique de

Libreville composé d'une centaine d'acteurs professionnels du domaine : restaurateurs, hôteliers, compagnies d'aviation, agences de voyages, aéroport, organisateurs d'événements...

Au moment où nous entamons une nouvelle étape, le ministre s'est exprimé en ces termes : « Il est impératif de repenser notre approche du tourisme et des investissements qui lui sont indispensables. Ensemble, nous devons construire une vision partagée en faveur d'un secteur plus durable, plus inclusif et plus résilient. Engageons-nous à collaborer avec les acteurs locaux et les partenaires internationaux

pour promouvoir un tourisme qui protège et valorise notre patrimoine naturel et culturel tout en stimulant la croissance de nos entreprises ».

Parmi les atouts dont dispose le Gabon pour son offre de dépaysement touristique comptent notamment les 85 % de couverture végétale du territoire, les 800 kilomètres de côtes, les 100 000 gorilles, les baleines et tortues marines ainsi que les parcs nationaux.

Cette année, le programme a prévu un City Tour de Libreville dédié à la découverte des sites historiques de la capitale, une exposition des produits artisanaux issus de

notre écosystème et une visite guidée de l'arboretum Raponda Walker, une forêt d'une superficie de 6 647 hectares située dans la commune d'Akanda, à proximité du Grand Libreville.

Pour cette activité, l'arboretum Raponda Walker a accueilli près de quatre cents invités, dont le vice-président de la République Joseph Owondault Berre, le Premier ministre Raymond Ndong Sima, et quinze membres du Gouvernement, la forêt s'est parée de ses plus beaux atours grâce à un savant habillage d'œuvres artisanales, de danses et de sons traditionnels qui ont conféré au déjeuner offert en pleine

nature une magie indéniable. Ainsi, le site touristique a assuré un dépaysement certain aux visiteurs et les artisans l'appropriation de la symbolique culturelle du Gabon.

Le ministre souhaite faire du secteur du tourisme le « futur pétrole du Gabon ». Il invite les populations gabonaises à être les premiers touristes de leur pays et à considérer l'arboretum Raponda Walker comme l'une des offres à même de constituer la porte d'entrée touristique dans notre pays, par le biais d'un « aménagement durable » ●

REPORTAGE PHOTOS AU SEIN DE LA FORÊT RAPONDA WALKER

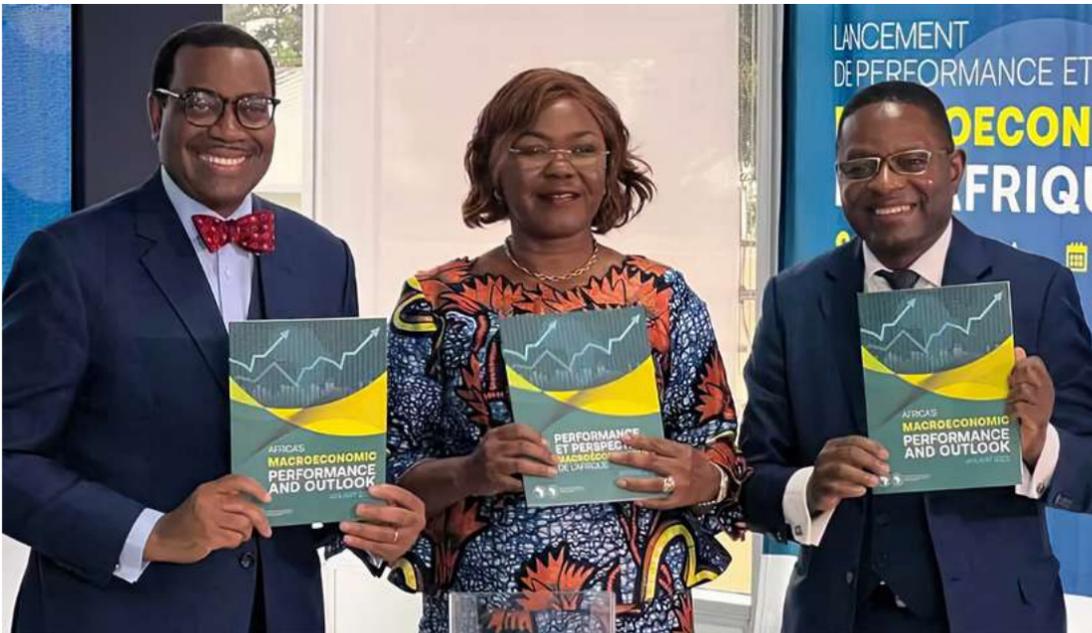


gabon

EN 2023-2024, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DÉPASSERA LES PRÉVISIONS MONDIALES

Le nouveau rapport de la Banque africaine de développement appelle à prendre des mesures politiques audacieuses pour aider les économies africaines à atténuer les risques cumulés.

Par la Rédaction



La croissance économique de l'Afrique devrait dépasser celle du reste du monde au cours des deux prochaines années, avec un produit intérieur brut (PIB) réel d'environ 4 % en moyenne en 2023 et 2024.

Ce chiffre est supérieur aux moyennes mondiales prévues de 2,7 % et 3,2 %, a indiqué le groupe de la Banque africaine de développement dans son rapport *Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique* dévoilé jeudi à Abidjan.

Grâce à une analyse complète de la croissance régionale, le rapport montre que les cinq régions du continent restent résilientes avec des perspectives stables à moyen terme, bien qu'elles soient confrontées à d'importants vents contraires résultant

des chocs socioéconomiques mondiaux. Il identifie également les risques et appelle à des mesures monétaires et fiscales robustes, soutenues par des politiques structurelles, pour y faire face.

Le rapport *Performances et perspectives macroéconomiques* sera publié aux premier et troisième trimestre de chaque année. Il vient compléter le rapport annuel de la Banque sur les perspectives économiques en Afrique qui se concentre sur les principaux thèmes politiques émergents et pertinents pour le développement du continent.

Selon le rapport, la croissance moyenne estimée du PIB réel en Afrique a ralenti à 3,8 % en 2022, contre 4,8 % en 2021, dans un contexte de défis majeurs consé-

cutifs au choc de la pandémie de covid-19 et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Malgré ce ralentissement économique, 53 des 54 pays d'Afrique ont affiché une croissance positive. Les cinq régions du continent restent résilientes avec des perspectives stables à moyen terme.

Toutefois, le rapport émet une réserve sur les perspectives compte tenu des risques mondiaux et régionaux actuels. Ces risques comprennent la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, le durcissement des conditions financières mondiales et l'augmentation connexe des coûts du service de la dette intérieure ainsi que les changements climatiques – avec leurs effets néfastes sur l'approvisionnement en denrées alimentaires et le risque d'un

changement de politique dans les pays où se tiendront des élections en 2023.

Le rapport préconise l'adoption de mesures politiques audacieuses à l'échelle nationale, régionale et mondiale pour aider les économies africaines à atténuer ces risques cumulés.

Dans son allocution prononcée lors du lancement, le président du groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a déclaré que la publication de ce nouveau rapport intervenait à un moment où les économies africaines, confrontées à d'importants vents contraires, démontraient leur résilience.

« Avec 54 pays à différents stades de croissance, différentes structures économiques et diverses dotations en ressources, les effets des chocs mondiaux varient toujours en fonction de la région et du pays. Le ralentissement de la demande mondiale, le durcissement des conditions financières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont donc eu des répercussions différentes sur les économies africaines », a-t-il déclaré. « Malgré la confluence de chocs multiples, la croissance dans les cinq régions africaines a été positive en 2022 – et les perspectives pour 2023-2024 devraient être stables. »

Niale Kaba, ministre de la Planification et du Développement de Côte d'Ivoire, a déclaré : « La publication de ce rapport par notre banque, le groupe de la Banque africaine de développement, à cette période de l'année est une excellente opportunité pour l'Afrique et ses partenaires mondiaux. Nous avons besoin de ces mises à jour régulières pour évaluer les performances et les perspectives macroéconomiques de nos pays. Ces informations fiables faciliteront la prise de décision et la gestion des risques pour les investisseurs potentiels en Afrique. »

Les cinq économies africaines les plus performantes de la période pré-covid-19 devraient connaître une croissance de plus de 5,5 % en moyenne en 2023-2024 et retrouver leur place parmi les dix économies les plus dynamiques du monde. Ces pays sont le Rwanda (7,9 %), la Côte d'Ivoire (7,1 %), le Bénin (6,4 %), l'Éthiopie (6,0 %) et la Tanzanie (5,6 %).

D'autres pays africains devraient connaître une croissance supérieure à 5,5 % au cours de la période 2023-24. Il s'agit de la République démocratique du Congo (6,8 %), de la Gambie (6,4 %), de la Libye (12,9 %), du Mozambique (6,5 %), du Niger (9,6 %), du Sénégal (9,4 %) et du Togo (6,3 %).

Lors du lancement, l'économiste Jeffrey Sachs, directeur du Center for Sustainable Development (Centre pour le dévelop-

pement durable) de l'université de Columbia, a salué le rapport qui, selon lui, montre que les économies africaines sont en pleine croissance et qu'elles progressent de manière constante.

Sachs, qui est également chargé par le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres de défendre les objectifs de développement durable, a déclaré : « L'Afrique peut et va atteindre une croissance de 7 % ou plus par an de manière constante dans les décennies à venir. Ce que nous verrons, en nous fondant sur la résilience que nous constatons dans ce rapport, c'est une véritable accélération du développement durable de l'Afrique qui fera du continent la composante à croissance rapide de l'économie mondiale », a-t-il déclaré. « L'Afrique est l'endroit où il faut investir », a-t-il ajouté.

Des politiques audacieuses pour aider les économies africaines à atténuer les risques cumulés

Le rapport préconise l'adoption de mesures fortes pour faire face à ces risques. Celles-ci comprennent un mélange de politiques monétaires, fiscales et structurelles, notamment :

- un resserrement rapide et agressif de la politique monétaire dans les pays à forte inflation et un resserrement modéré dans les pays où les pressions inflationnistes sont faibles. La coordination efficace des actions budgétaires et monétaires optimisera les résultats des interventions ciblées visant à maîtriser l'inflation et les pressions budgétaires ;

- Le renforcement de la résilience grâce à la stimulation du commerce intra-africain, notamment en ce qui concerne les produits manufacturés, afin d'amortir les effets de la volatilité des prix des produits de base sur les économies ;

- L'accélération des réformes structurelles pour renforcer les capacités de l'administration fiscale et investir dans la numérisation et la gouvernance électronique afin d'améliorer la transparence, de réduire les flux financiers illicites et d'accroître la mobilisation des ressources intérieures ;

- L'amélioration de la gouvernance institutionnelle et l'adoption de politiques susceptibles de mobiliser les financements du secteur privé, en particulier dans le cadre de projets entièrement nouveaux, à l'épreuve des changements climatiques et des pandémies, et mobiliser les ressources de l'Afrique pour un développement inclusif et durable ;
- La prise de mesures décisives pour réduire les déficits budgétaires structurels et l'accumulation de la dette publique dans les pays confrontés à un risque élevé de surendettement ou déjà en situation de surendettement ●

APERÇU DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DANS LES RÉGIONS

Malgré la confluence de multiples chocs, la croissance dans les cinq régions africaines a été positive en 2022 – et les perspectives pour 2023-2024 devraient être stables.

Afrique centrale – Soutenue par des cours favorables des matières premières, la croissance est estimée avoir été la plus rapide du continent à 4,7 %, contre 3,6 % en 2021.

Afrique australe – La croissance est celle qui a le plus ralenti, passant de 4,3 % en 2021 à environ 2,5 % en 2022. Ce ralentissement résulte de la faiblesse de la croissance en Afrique du Sud où la hausse des taux d'intérêt, la faiblesse de la demande intérieure et les coupures de courant persistantes ont pesé sur l'économie.

Afrique de l'Ouest – La croissance devrait ralentir à 3,6 % en 2022, contre 4,4 % en 2021. Cela tient à des ralentissements en Côte d'Ivoire et au Nigeria, les deux plus grandes économies de la région. La croissance du Nigeria en 2023 – bien qu'affectée par la pandémie de covid-19, l'insécurité et la faiblesse de la production pétrolière malgré la hausse des prix internationaux du pétrole – pourrait bénéficier des efforts en cours pour rétablir la sécurité dans la région productrice de pétrole en proie à des troubles.

Afrique du Nord – La croissance devrait baisser de 1,1 %, passant de 5,4 % en 2021 à 4,3 % en 2022, en raison de la forte contraction en Libye et de la sécheresse au Maroc. La croissance devrait se stabiliser à 4,3 % en 2023, soutenue par un fort rebond attendu dans ces deux pays et une croissance soutenue ailleurs dans la région.

Afrique de l'Est – La croissance devrait ralentir à 4,2 % en 2022, contre 5,1 % en 2021. Toutefois, elle devrait se redresser pour atteindre en 2023 et 2024 la moyenne pré-pandémique supérieure à 5,0 %. Bien que la structure de production de l'Afrique de l'Est soit relativement diversifiée, les pays de la région sont en grande partie des importateurs nets de produits de base. Ils subissent donc de plein fouet la hausse des prix internationaux, en plus des chocs climatiques récurrents et de l'insécurité, notamment dans la Corne de l'Afrique.

airtel

AU-DELÀ DE L'IMAGINATION

ET SI VOUS CHOISSIEZ
VOTRE BOX POUR
LA RENTRÉE ?

COMPOSEZ
***222*2*2#**

SMARTBOX

30.000F



POCKET WiFi

15.000F



My Airtel app
Le choix malin

🍏 Téléchargez maintenant



90 ANS D'AVANCÉES TECHNOLOGIQUES

Depuis 1933, les hommes et femmes Air France ont accompagné les progrès de l'aviation, des mythiques avions à hélices aux légendaires premiers jets, de la Caravelle au Concorde, des Boeing aux Airbus. Avec 30% d'avions de nouvelle génération dès 2023, nous contribuons à réduire de 30% nos émissions de CO₂ par passager et par kilomètre d'ici 2030*.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

AIRFRANCE 



*Soit : -12% de nos émissions totales de CO₂ par rapport à 2019.

AGISSONS POUR UN VOYAGE PLUS RESPONSABLE 

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com